



n°24, avril 2010

Vincent Darracq*

Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN) de Science Po-Bordeaux

Entre libération nationale et social-démocratie : le changement partisan à l'African National Congress (ANC) dans l'Afrique du Sud post-apartheid

Cet article porte sur l'ANC post-apartheid, et plus précisément sur le changement partisan : comment, à l'occasion de la conférence nationale de l'ANC de décembre 2007, une poignée de cadres a entrepris de remodeler en profondeur l'identité du parti en le repositionnant vis-à-vis des clivages racial et socio-économique et en introduisant de nouveaux répertoires de mobilisation ; et comment cette tentative de changement dirigé a abouti à des résultats bien éloignés des intentions initiales des acteurs.

L'ANC, le mouvement de libération nationale fondé en 1912, est au pouvoir en Afrique du Sud depuis la chute du régime de l'apartheid et les premières élections démocratiques et non raciales qui se sont tenues à l'issue de la transition négociée (1990-1994). Autrefois organisation révolutionnaire en lutte contre l'Etat et dotée d'une branche militaire, il est désormais très officiellement un parti de gouvernement dans un régime démocratique stabilisé. Ce changement d'environnement et de statut ne pouvait, au moins partiellement, que provoquer une réflexion au sein du parti sur son identité : son idéologie, son positionnement à l'égard des groupes sociaux, ses répertoires, sa structure organisationnelle.

* Vincent Darracq achève actuellement une thèse sur les transformations de l'ANC post-apartheid et prépare avec Mathieu Merino un ouvrage collectif sur les partis politiques en Afrique. Il remercie MM. Otayek, Darbon et Martin. Cette recherche a reçu le soutien du programme de recherche CORUS « The voice of the poor in urban governance », dirigé par Claire Bénit-Gbaffou

Le changement est un phénomène sociologique abondamment étudié et théorisé. La sociologie des organisations, l'analyse des politiques publiques notamment ont depuis longtemps revisité les théories fonctionnalistes et évolutionnistes qui en faisaient un phénomène d'adaptation naturel et linéaire d'une organisation à un environnement en transformation. Le changement est désormais conçu comme un processus à la fois exogène et endogène : le produit de l'interaction entre pressions de l'environnement et stratégies d'acteurs intra-organisationnels qui importent ces stimuli dans le parti. L'environnement n'est pas un champ homogène exerçant des pressions uniformes, et les acteurs qui constituent l'organisation ont en conséquence une latitude dans la sélection et l'importation en son sein de stimuli exogènes, qui ne deviennent contraignants pour l'organisation que dans la mesure où ces mêmes acteurs les instrumentalisent dans leurs stratégies individuelles¹.

Les auteurs ayant travaillé sur le changement partisan (Panebianco, Harmel et Janda, Lagroye², etc.) ont pris acte de ces avancées théoriques, en particulier de l'accent nouveau mis sur le caractère endogène du changement, et considèrent désormais les dynamiques intrapartisanes comme un facteur décisif de celui-ci : de façon significative, quand Harmel et Janda examinent les causes du changement partisan, ils se tournent désormais prioritairement vers des facteurs endogènes (défaite électorale, changement de personnel dirigeant au sein du parti). Les stimuli que l'environnement exerce sur le parti sont pluriels et contradictoires (transformation des structures socio-économiques de la société, innovations technologiques, événements historiques importants, diffusion de nouvelles idéologies et de nouveaux modes d'organisation partisans, etc.) : c'est seulement par leur sélection et leur prise en compte (qui n'est ni obligatoire ni automatique) par des acteurs intrapartisanes disposant d'une marge de manœuvre et poursuivant leurs propres intérêts que ces stimuli sont (ou pas) importés dans le parti.

En ramenant au centre de l'analyse le caractère endogène du changement et le rôle des acteurs intra-organisationnels, la sociologie des organisations a inauguré une réflexion sur le changement volontaire et intentionnel, ce que Crozier et Friedberg appellent le « changement dirigé³ » : le processus par lequel des acteurs cherchent à porter et à imposer une réforme, un projet venant modifier la structure organisationnelle et/ou idéologique et/ou culturelle de l'organisation. Les sociologues des organisations décomposent le processus de changement

¹ Voir M. Crozier et E. Friedberg, *L'Acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977, p. 130.

² A. Panebianco, *Political Parties : Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 ; R. Harmel et K. Janda, « An integrated theory of party goals and party change », *Journal of Theoretical Politics*, 6 (3), 1994, pp. 259-287, et « Performance, leadership, factions and party change : an empirical analysis », *West European Politics*, 18 (1), 1995, pp. 1-33 ; J. Lagroye, « Change and permanence in political parties », *Political Studies*, 37 (3), 1989, pp. 362-375.

³ M. Crozier et E. Friedberg, *L'Acteur et le système*, *op. cit.*, p. 349.

intentionnel en deux phases principales : l'élaboration et l'adoption du projet ou de la réforme porteur du changement d'abord, sa mise en œuvre ensuite. La phase d'élaboration du projet apparaît comme un processus complexe et contextuel, à l'image du processus de décision tel que le décrivent les théoriciens du modèle « *garbage can*⁴ » : il met aux prises des acteurs qui ne participent pas au processus pour les mêmes raisons, qui sont à la recherche d'opportunités, de postes ou de légitimité, et qui conçoivent le changement à l'aune de leurs aspirations et stratégies individuelles.

Une fois le projet élaboré et adopté, il reste à le mettre en œuvre. Une tentative de changement intentionnel rencontre souvent des résistances à l'intérieur d'une organisation. Elle vient en effet perturber des intérêts établis, menacer les positions acquises, contraindre les stratégies d'autres acteurs. Elle peut également bousculer l'ordre cognitif et normatif qui la sous-tend. L'intentionnalité du projet se perd alors dans sa capture par des dynamiques internes, jeux, routines, culture de l'organisation (la « capacité collective⁵ ») qui retravaillent le projet adopté et l'entraînent vers des résultats imprévus, bien loin des intentions de ses promoteurs.

Lors de la conférence nationale de l'ANC de décembre 2007, et notamment des discussions sur un nouveau *Strategy and Tactics*, référence doctrinale centrale du parti, des dirigeants vont essayer d'introduire des changements radicaux dans l'identité de l'ANC. En s'appuyant sur une analyse spécifique de la société sud-africaine post-apartheid et de ses évolutions, celle d'une société normalisée et apaisée, ils veulent éloigner l'ANC du nationalisme africain⁶ sur lequel il s'est institutionnalisé⁷, et en particulier de son répertoire révolutionnaire et marxiste, pour en

⁴ J. March et J. Olsen, *Rediscovering Institutions : the Organizational Basis of Politics*, New York, The Free Press, 1989, p. 80.

⁵ *Ibid.*, p. 343.

⁶ On identifie généralement en Afrique du Sud quatre groupes raciaux : les Africains, les Blancs, les Indiens et les *Coloureds*. La catégorie « Africains » désigne la population indigène de langues bantoues (ce n'est pas un groupe homogène culturellement et linguistiquement). La catégorie « Blancs » désigne la population d'origine européenne. Celle-ci est constituée principalement de deux sous-groupes culturellement et linguistiquement distincts : les Afrikaners, la population principalement d'origine hollandaise, allemande et huguenote, arrivée au XVII^e et au début du XVIII^e siècle, qui a développé sa propre langue, l'afrikaans (un néerlandais créolisé), et les anglophones, descendants des colons britanniques arrivés majoritairement au XIX^e siècle. Le label « Indiens » désigne les descendants de la population venue d'Inde au XIX^e siècle, soit dans les « valises » des Britanniques pour travailler dans les plantations de canne à sucre, soit pour commercer. La catégorie « *coloured* » est une invention du régime de l'apartheid, dans laquelle celui-ci, tout à son travail d'étiquetage racial et de ségrégation, entendait classer tous ceux qui ne rentraient pas dans les trois autres catégories. Parmi eux, principalement la population issue des métissages entre colons afrikaners, autochtones *bushmen* et esclaves venus d'Afrique et d'Asie du Sud, majoritairement basée dans les provinces du Western Cape et du Northern Cape, qui a développé une culture et un sentiment identitaire propres, et s'est finalement réapproprié, tout en le subvertissant, ce label « *coloured* ».

⁷ A sa fondation en 1912, l'ANC était une organisation nationaliste africaine, défendant exclusivement les intérêts de la population africaine : son intention avouée était de créer une nation africaine transcendant les ethnismes (l'adhésion était d'ailleurs réservée aux Africains) qui demanderait l'égalité des droits dans une Afrique du Sud non raciale. Par la suite, le mouvement s'est converti au non-racialisme et a ouvert ses rangs aux minorités. Il professe aujourd'hui un nationalisme pluriel et ambigu : à la fois mouvement nationaliste africain, mouvement nationaliste des Noirs (catégorie dans laquelle le parti rassemble toutes les populations discriminées sous l'apartheid – Africains, *Coloureds* et Indiens) et mouvement sud-africain non racial. Sur les dimensions plurielles du nationalisme de l'ANC,

faire un parti politique social-démocrate moderne et pro-classes moyennes. Le document avalisant ces changements est adopté par la conférence et devient officiellement la nouvelle doctrine de l'ANC. Mais le changement intentionnel se voit capturé par les dynamiques internes et aboutit à des résultats déviants : les nouveaux dirigeants du parti n'appliquent pas ce texte, qui va servir de programme informel à un nouveau parti issu d'une scission de l'ANC.

CHANGER ET REPOSITIONNER L'ANC : LE *STRATEGY AND TACTICS* DE 2007

En juillet 2005 s'est tenue à Durban une conférence consultative de l'ANC, le National General Council, qui a inscrit dans ses résolutions la révision par la prochaine conférence nationale⁸ du parti, prévue en décembre 2007, du *Strategy and Tactics*, document doctrinal central de l'ANC où sont énoncés les objectifs, les positions idéologiques et les positionnements à l'égard des groupes sociaux du parti. Le premier *Strategy and Tactics* a été adopté à la conférence de Morogoro en 1969 ; une nouvelle version a été rédigée en 1994, quelques mois après l'arrivée au pouvoir, à la conférence de Bloemfontein ; une autre encore en 1997 à la conférence suivante, celle de Mafikeng, à laquelle la conférence suivante, celle de Stellenbosch, a ajouté une préface en 2002.

Dans le contexte de cette réflexion sur un nouveau *Strategy and Tactics*, un petit groupe au sein des instances dirigeantes va tenter de refonder l'identité, les valeurs et le positionnement de l'ANC. Joel Netshitenzhe, théoricien principal du parti, proche de Thabo Mbeki (président de l'ANC depuis 1997 et du pays depuis 1999) mais menant son entreprise intellectuelle propre, en est le leader. Les deux autres personnalités importantes sont Enoch Godongwana, à l'époque membre du Comité national exécutif (NEC)⁹ du parti et ministre des Finances de la province de l'Eastern Cape, et Mandla Nkomfe, vice-secrétaire général de l'ANC de la province du Gauteng et chef du groupe parlementaire de l'ANC dans le Parlement du Gauteng. Ces trois cadres produisent en mai 2006 un document de discussion, intitulé « Contextual considerations in addressing challenges of leadership¹⁰ », qui paraît dans la revue du parti, *Umrabulo*.

voir V. Darracq, « Un nationalisme à géométrie variable : l'ANC dans l'Afrique du Sud post-apartheid, *Critique internationale*, à paraître.

⁸ La conférence nationale, qui se tient désormais lieu tous les cinq ans, est l'organe décisionnel du parti : elle élit les dirigeants (les six officiels et le Comité national exécutif), arrête les positions et les politiques du parti (sous la forme de résolutions).

⁹ Le Comité national exécutif, élu à la conférence du parti, est l'organe dirigeant de celui-ci.

¹⁰ J. Netshitenzhe, E. Godongwana et M. Nkomfe, « Contextual considerations in addressing challenges of leadership », *Umrabulo*, 30, Johannesburg, novembre 2007.

Ce document avance des vues radicalement nouvelles sur ce que devrait être l'ANC, réflexions et pistes qui seront amplement reprises dans la première mouture du *Strategy and Tactics* publiée et adressée pour discussion dans les structures du parti quelques mois plus tard, en février 2007¹¹. Cette homologie entre les deux documents n'a rien de surprenant, car ce sont largement les mêmes hommes qui les conçoivent : Netshitenzhe est le chef du sous-comité de l'éducation politique du NEC chargé de rédiger le *Strategy and Tactics*, et Nkomfe et Godongwana en font également partie¹². Les trois rédacteurs du « Contextual considerations in addressing challenges of leadership » l'ont conçu comme une première introduction, un premier « défrichage » des idées qu'ils entendaient défendre dans le *Strategy and Tactics*¹³.

Ces documents proposent une refondation drastique de l'identité de l'ANC, une redéfinition des valeurs qui forgent l'institution ainsi que des positionnements du parti à l'égard des différents clivages sociaux. Toute décision ou politique comprend une dimension cognitive, est l'affirmation d'une vision du monde¹⁴. Celle qui irrigue le nouveau *Strategy and Tactics* est celle d'une Afrique du Sud post-apartheid apaisée et en voie de normalisation : l'identité nationale non raciale « prend », les clivages raciaux déclinent et se voient peu à peu supplantés par des clivages socio-économiques, de nouvelles classes sociales se développent. Selon les auteurs, l'ANC doit prendre acte de ces changements sociaux, en particulier de l'estompement du clivage racial fondateur sur lequel s'est institutionnalisé l'ANC, et qui définit son identité et ses valeurs. D'un mouvement de libération nationale au répertoire marxiste et militariste, il doit évoluer vers un parti politique social-démocrate pro-classes moyennes.

Une vision et un diagnostic de la société sud-africaine post-apartheid

Le « Contextual considerations in addressing challenges of leadership » et la première mouture du nouveau *Strategy and Tactics* sont irrigués par une vision spécifique de la société sud-africaine post-apartheid et des dynamiques sociales qui s'y déploient. Pour établir leur diagnostic sur cette société sud-africaine nouvelle, les trois concepteurs de ces deux documents se sont appuyés sur plusieurs études plus ou moins scientifiques qui disséquaient les grandes tendances socio-économiques, politiques et identitaires du moment, et les attitudes et sentiments

¹¹ ANC, *Strategy and Tactics of the ANC. Building a National Democratic Society*, document de discussion, Johannesburg, février 2007.

¹² Ce sous-comité comprenait également le ministre du Gouvernement local Sidney Mufamadi, le vice-ministre de l'Intérieur Malusi Gigaba, le Premier ministre du Mpumalanga Thabang Makwetla, le vice-secrétaire général du SACP Jeremy Cronin, tous membres du NEC, et le député Molefi Sefularo.

¹³ Entretien de l'auteur avec Mandla Nkomfe, *chief whip* de l'ANC au Parlement provincial du Gauteng et membre du sous-comité d'éducation politique du NEC, Johannesburg, 15 février 2008.

¹⁴ J. March et J. Olsen, *Rediscovering Institutions...*, *op. cit.*

des Sud-Africains à l'égard des institutions¹⁵ : deux documents gouvernementaux¹⁶, *A Nation in the Making* et *Towards a Ten Years Review*¹⁷ (en particulier les chapitres sur les grandes tendances sociales) ; des études d'un prestigieux centre de recherches sud-africain, le Human Sciences Research Council (HSRC)¹⁸ ; des sondages d'instituts privés (en particulier Markinor). Quand on demande à Mandla Nkomfe, l'un des trois rédacteurs, ce que ces études leur ont dit sur la société sud-africaine, ce qu'ils en ont compris et retenu, il répond :

« L'Afrique du Sud bouge vite, elle se déracialise. L'identité nationale progresse. Les jeunes s'acculturent, ils sont bien plus non raciaux que leurs parents. La classe moyenne augmente fortement, grâce à la croissance économique. De nouvelles identités émergent. En gros, il y a moins de race, et plus de classe¹⁹. »

Voilà les grandes lignes de la société sud-africaine post-apartheid telle que les trois rédacteurs la présentent dans les deux documents. Leur premier constat est que, treize ans après la tenue des premières élections non raciales et démocratiques, le régime post-apartheid apparaît stable et pleinement légitime, normalisé : tous les Sud-Africains y adhèrent, regroupés autour d'une Constitution élevée au rang de mythe fondateur, et les menaces qui pesaient sur le nouveau régime en 1994 (extrême droite blanche, militaires issus de l'ancien régime) ont disparu. La société sud-africaine est par ailleurs en voie de déracialisation, marquée par une « décongélation » du clivage racial qui s'estompe devant un patriotisme et des identités socio-économiques grandissants.

L'identité nationale post-apartheid non raciale, basée sur la Constitution et ses principes, est donc devenue la source première d'identification pour une majorité de Sud-Africains. Notamment, une majorité de Blancs semble désormais bien disposée à l'égard du nouveau régime (et même de l'ANC). Parallèlement, une multitude d'identités plurielles et en mutation, « des identités multiples basées sur la classe, le genre, l'âge, la langue, l'origine géographique, la religion, etc.²⁰ », fleurissent et se développent. Ces identités secondaires et éclatées ne sont pas incompatibles avec l'identité nationale sud-africaine, elles viennent au contraire la compléter et l'irriguer. Toutefois, les deux documents pointent du doigt des attitudes

¹⁵ Entretien de l'auteur avec Mandla Nkomfe, Johannesburg, 20 février 2008.

¹⁶ Joel Netshitenzhe était particulièrement exposé à ces documents et à leur expertise, car ils ont été produits par les Policy Co-ordination and Advisory Services (PCAS), l'unité de recherche de la présidence dirigée par Netshitenzhe lui-même.

¹⁷ The Presidency, *A Nation in the Making. A Discussion Document on Macro-Social Trends in South Africa*, Pretoria, 2006, et *Towards a 10 Years Review*, Pretoria, 2003.

¹⁸ U. Pillay, B. Roberts et S. Rule, *South African Social Attitudes : Changing Times, Diverse Voices*, Pretoria, HSRC Press, 2006.

¹⁹ Entretien de l'auteur avec Mandla Nkomfe, Johannesburg, 20 février 2008.

²⁰ ANC, *Strategy and Tactics of the ANC. Building a National Democratic Society*, op. cit.

et des identités contradictoires avec les principes de la Constitution et potentiellement centrifuges si elles ne sont pas maîtrisées : « des interprétations conservatrices de la religion, de prétendues “valeurs familiales”, des attitudes envers les orientations sexuelles²¹ ». Les rédacteurs font ici allusion à un « nativisme africain²² » rétrograde qui invoque une culture dite « africaine » à l'appui de vues conservatrices sur des questions de société telles que les droits des femmes, les droits des homosexuels ou la peine de mort, et qui dénonce une Constitution trop libérale reposant sur des valeurs occidentales importées²³.

A côté de la prégnance grandissante d'une identité nationale non raciale, la décongélation du clivage racial se manifeste avant tout, selon les auteurs des deux documents, par la baisse d'intensité des identifications raciales. Ils l'affirment : « les définitions du passé commencent à disparaître²⁴ », « l'acculturation à travers les divisions de l'apartheid s'intensifie²⁵ ». Deux facteurs expliquent selon eux cette évolution positive : le renouvellement générationnel et le développement des classes moyennes noires. Le changement générationnel, tout d'abord. De nombreux Sud-Africains sont jeunes et n'ont pas grandi ni été socialisés sous l'apartheid. Leurs schémas mentaux sont différents, définis par le contexte démocratique et non racial post-apartheid, et ils sont beaucoup plus acculturés et non raciaux que les générations précédentes. Émergence des classes moyennes noires, ensuite. Les effectifs des classes moyennes noires ont explosé depuis 1994. Au sein de l'administration, au sein du monde du *business*, cette classe moyenne noire en expansion, fortement tertiaisée, interagit au quotidien avec la classe moyenne blanche établie, ce qui entraîne des dynamiques d'acculturation et l'émergence d'une conscience de classe commune et transraciale. Les deux documents l'affirment : le clivage racial se voit peu à peu supplanté par des clivages socio-économiques qui le dépassent et le transcendent.

Après la décongélation du clivage racial, l'autre grand trait du diagnostic posé par les trois auteurs sur la nouvelle Afrique du Sud porte sur l'évolution des clivages socio-économiques. Les deux documents font le constat que la structuration socio-économique du pays a profondément changé depuis 1994. Tout d'abord, du fait de la croissance économique et de la chute du régime de l'apartheid qui a permis l'expansion des classes moyennes noires, les

²¹ J. Netshitenzhe, E. Godongwana et M. Nkomfe, « Contextual considerations in addressing challenges of leadership », *op. cit.*

²² Entretien de l'auteur avec Nkomfe Mandla, Johannesburg, 24 février 2008.

²³ Le débat parlementaire en 2006 sur le Civil Union Bill, qui légalise le mariage des homosexuels, fut l'occasion pour certains hommes politiques et groupes de pression d'user de cette rhétorique, parfois au sein-même de l'ANC : c'est un député de l'ANC, Patekile Holomisa, président de Contralesa, une organisation de chefs traditionnels proche du parti, qui l'articula publiquement avec le plus de résonance.

²⁴ ANC, *Strategy and Tactics of the ANC. Building a National Democratic Society*, *op. cit.*

²⁵ J. Netshitenzhe, E. Godongwana et M. Nkomfe, « Contextual considerations in addressing challenges of leadership », *op. cit.*

effectifs de la classe moyenne ont fortement augmenté, et cette classe moyenne toujours plus nombreuse commence à développer une conscience de classe transraciale. Mais la croissance économique a eu d'autres conséquences sur l'évolution des clivages socio-économiques. Les laissés-pour-compte de la croissance (les 13 % de chômeurs que le pays totalisera en 2014, selon les auteurs²⁶) ressentent avec d'autant plus de violence les inégalités qui se creusent entre eux et les nouvelles classes moyennes triomphantes : ils forment désormais une classe à part, définie par son sentiment d'aliénation et de marginalisation à l'égard de l'Etat post-apartheid, de désaffection vis-à-vis du nouveau régime en lequel ils ne croient plus et dont ils se détournent²⁷.

Voilà l'Afrique du Sud de 2006-2007 telles que la décrivent Netshitenzhe et ses collègues : un pays qui a profondément changé, où de nouveaux clivages socio-économiques viennent peu à peu supplanter le vieux clivage racial. Ce clivage racial sur lequel l'ANC s'est originellement institutionnalisé et construit s'atténue, les clivages socio-économiques sur lequel il s'est positionné depuis les années 1960 et le recours aux outils théoriques marxistes sont en mutation : les rédacteurs des documents invitent l'ANC à en tirer les conséquences et à se réinventer pour survivre.

Tentative de repositionnement : du mouvement de libération nationale au parti politique social-démocrate

Le « Contextual considerations in addressing challenges of leadership » et le document de discussion *Strategy and Tactics* proposent donc une redéfinition de l'identité de l'ANC, un repositionnement du parti qui prendrait en compte les transformations de son environnement.

Le nationalisme africain en berne

Repositionnement face au clivage racial, en premier lieu. On l'a dit abondamment, c'est sur le clivage racial que l'ANC s'est institutionnalisé, entre nationalisme africain et non-racialisme. Or, ce clivage s'efface et est en passe d'être relégué dans un passé douloureux, estiment les rédacteurs. L'ANC doit en tenir compte, et ils lui ouvrent trois pistes de réflexion.

Tout d'abord, ils engagent le débat sur l'appellation « mouvement de libération nationale ». Dans tous ses documents post-apartheid, l'ANC est présenté comme « le mouvement de libération nationale des Noirs en général et des Africains en particulier ». Dans

²⁶ J. Netshitenzhe, E. Godongwana et M. Nkomfe, « Contextual considerations in addressing challenges of leadership », *op. cit.*

²⁷ *Ibid.*

le processus de rédaction du *Strategy and Tactics*, certains membres du sous-comité ont avancé que l'ANC devait désormais se débarrasser de cette auto-appellation, diviseuse et anachronique dès lors que la société sud-africaine se déracionalise, et adopter une nouvelle formulation pleinement non raciale²⁸. Molefi Sefularo, membre du sous-comité, le résume en ces termes : « se dire “mouvement de libération nationale”, aujourd’hui c’est contradictoire avec la volonté de construire une nation sud-africaine²⁹ ».

Dans les discussions au sein de l'équipe de rédaction, c'est Joel Netshitenzhe, chef du sous-comité, qui a lancé le débat sur le retrait de l'appellation « mouvement de libération nationale » et a personnellement défendu cette option. Interrogé pendant la rédaction du document, il expliquait comment les évolutions sociologiques décrites plus haut requéraient ce changement à l'ANC :

« Au sein de la classe moyenne, il y a une acculturation croissante, les gens assimilent mutuellement la culture de l'autre. Les divisions du passé commencent à disparaître. C'est particulièrement frappant chez les jeunes, qui n'ont pas grandi sous l'apartheid. Ce seront bientôt des électeurs. L'ANC ne peut pas ignorer cette réalité. Alors il est peut-être temps d'adopter une formulation non raciale, dans le nouveau *Strategy and Tactics*, comme “Mouvement pour tout le peuple”³⁰. »

Dans les discussions au sein de l'équipe, Netshitenzhe n'a pas eu gain de cause. Dans le « Contextual considerations in addressing challenges of leadership » comme dans le le *Strategy and Tactics*, l'autodéfinition de l'ANC comme « mouvement de libération nationale » est demeurée. En effet, d'autres rédacteurs étaient bien conscients du poids symbolique et émotionnel de cette appellation dans la culture politique du parti. La caractérisation « mouvement de libération nationale » a pris une connotation particulière à l'ANC, en termes de culture organisationnelle et de démocratie interne : être un « mouvement de libération nationale », aux yeux de nombreux cadres et militants du parti, cela signifie être un mouvement de masse, avec des branches bien implantées dans les communautés, où les dirigeants sont simplement des exécutants chargés d'appliquer les décisions des militants³¹. La figure-némésis,

²⁸ Entretiens de l'auteur avec Joel Netshitenzhe, membre du NEC de l'ANC et chef du sous-comité de l'éducation politique du NEC, Pretoria, 13 décembre 2006, et avec Molefi Sefularo, député de l'ANC au Parlement sud-africain et vice-président de l'ANC du North West, Cape Town, 29 août 2007.

²⁹ Entretien de l'auteur avec Molefi Sefularo, Cape Town, 29 août 2007.

³⁰ Entretien de l'auteur avec Joel Netshitenzhe, Pretoria, 13 décembre 2006.

³¹ Voir, par exemple, ANC, *ANC – People's Movement and Agent for Change*, document de discussion pour le National General Council, Johannesburg, 2000.

c'est celle du « parti politique³² ». Kader Asmal, ex-ministre et l'un des intellectuels du mouvement, résume ainsi cette charge symbolique des appellations :

« A l'ANC, un mouvement de libération est compris comme une organisation dirigée par et pour les masses, tandis qu'un parti politique est dirigé par des élites. Il y a à l'ANC un attachement émotionnel très fort pour l'appellation "mouvement de libération nationale", qui relève de l'identitaire, de la passion, du mystique, du philosophique³³. »

Prudents, les rédacteurs du *Strategy and Tactics*, désireux de faire accepter et adopter d'autres points plus importants contenus dans le document, n'ont pas voulu « se tirer une balle dans le pied » et ont choisi de conserver l'appellation initiale³⁴.

Pour s'adapter à l'affaiblissement du clivage racial, les rédacteurs préconisent également de reconceptualiser la relation de l'ANC à la communauté blanche. Innovation majeure, le document de discussion *Strategy and Tactics* préconise de considérer désormais la population blanche comme une « force motrice³⁵ » de l'ANC. Cette innovation est un des apports importants du nouveau texte : à la *Policy Conference* de juillet 2007 chargée de débattre le texte, elle est un des quatre axes que Joel Netshitenzhe désigne aux délégués lors de la séance d'ouverture pour guider et encadrer les discussions.

Netshitenzhe pose alors la question sous une forme volontairement caricaturale et provocante, destinée à appeler une réponse négative sans ambages des délégués : « Les Blancs sont-ils tous des contre-révolutionnaires³⁶ ? » Par cette ouverture plus grande à la population blanche, les rédacteurs entendent prendre acte du sentiment d'identification croissant des Blancs au nouveau régime :

« On essaie d'envoyer un message aux Blancs : "cette Afrique du Sud est la vôtre, et l'ANC s'occupe de vous". Aujourd'hui, on ne peut plus considérer les Blancs comme l'ennemi, comme des contre-révolutionnaires³⁷. »

³² Sur les débats au sein du parti sur la forme d'organisation, voir V. Darracq, « Being a "movement of the people" and a governing party : study of the African National Congress mass character », *Journal of Southern African Studies*, 34 (2), 2008, pp. 429-449, « The African National Congress (ANC) organization at the Grassroots », *African Affairs*, 107, 2008, pp. 589-609, et « Dans le parti, dans le quartier : les branches locales de l'African National Congress », *Revue Tiers-Monde*, 196, 2008.

³³ Entretien de l'auteur avec Kader Asmal, membre du NEC de l'ANC et ex-ministre de l'Education, Cape Town, 11 octobre 2006.

³⁴ Entretien de l'auteur avec Molefi Sefularo, Cape Town, 29 août 2007.

³⁵ Dans les documents de l'ANC, le terme de « forces motrices » désigne les groupes sociaux sur lesquels doit s'appuyer le parti.

³⁶ Observation de l'auteur, Policy Conference de l'ANC, 27-30 juin 2007.

³⁷ Entretien de l'auteur avec Mandla Nkomfe, Johannesburg, 5 juillet 2007.

Par ce repositionnement, les rédacteurs entendent notamment grappiller sur un électorat blanc traditionnellement favorable au principal parti d'opposition, la DA (Alliance démocratique), mais qui apparaît mieux disposé qu'auparavant envers l'ANC :

« Nos 70 % [des suffrages] ne sont pas éternels, et il faut toujours essayer de trouver de nouveaux électeurs, ouvrir l'ANC à d'autres groupes sociaux. Avec ce paragraphe du *Strategy and Tactics*, on essaie de tourner le parti vers l'électorat blanc. Ça nous permettrait de siphonner l'électorat de la DA, et de tuer la DA³⁸. »

Enfin, les rédacteurs ont cherché à renouveler discrètement les approches théoriques de l'ANC sur les identités en s'éloignant des canons traditionnels du marxisme et de ses identités monocordes prédéterminées par les rapports de force économiques. Ils ont notamment fait appel (de façon non explicite, pour ne pas bousculer les « gardiens du temple » au sein du parti) à des théories postmodernes et postmarxistes (notamment Foucault), plus efficaces selon eux pour conceptualiser la complexité et la multiplicité des identités caractérisant l'Afrique du Sud post-apartheid. Un des principaux rédacteurs explicite cette démarche :

« A l'ANC, avec nos théories marxistes traditionnelles, on a des conceptions très rigides des identités, avec des catégories très fixistes. Ça ne marche plus pour parler de l'Afrique du Sud d'aujourd'hui, avec ces identités qui fleurissent dans tous les sens, plus fluides, plus diverses. Alors, dans le *Strategy and Tactics*, on a essayé de présenter une conception plus éclatée et fluide des identités et de la question nationale, un peu comme Foucault, mais sans trop s'écarter de la phraséologie marxiste classique, car on nous l'aurait reproché³⁹. »

De fait, les deux textes évoquent de façon répétée la « floraison des identités⁴⁰ » multiples et de toutes sortes qui se chevauchent et se complètent.

Un répertoire nouveau pour s'adresser aux jeunes

Les théoriciens du parti entendent redéfinir l'ANC, renouveler son langage et ses méthodes pour répondre aux changements historiques et sociologiques qui ont remodelé la société sud-africaine depuis 1994. L'ANC évolue en effet dans un contexte qui n'est plus celui de la lutte anti-apartheid, mais celui d'un régime démocratique et stabilisé. Une nouvelle génération de Sud-Africains, qui n'a jamais connu l'apartheid, arrive sur le « marché » électoral. Soucieux de s'adapter à cette nouvelle donne historique et institutionnelle, de capter

³⁸ Entretien de l'auteur avec Molefi Sefularo, Cape Town, 31 octobre 2007.

³⁹ Entretien de l'auteur avec Mandla Nkompe, Johannesburg, 20 février 2008.

⁴⁰ ANC, *Strategy and Tactics of the ANC. Building a National Democratic Society*, op. cit.

l'imaginaire de ces jeunes pour qui le statut de libérateur de l'ANC n'est pas un outil de légitimation significatif et efficace, les rédacteurs de ces deux documents s'emploient à renouveler le langage et la rhétorique du parti : ils édulcorent le lexique traditionnel de l'ANC marxiste, révolutionnaire et militariste, héritage sédimenté d'une ère, la lutte anti-apartheid, qui n'est plus, pour lui substituer un nouveau vocabulaire, plus apaisé et apte à décrire une société normalisée, une société démocratique et non raciale qui n'est plus en guerre contre elle-même. Un des rédacteurs explique ainsi cette démarche :

« C'est complexe. Aujourd'hui, on évolue dans un régime démocratique, avec des institutions que nous avons nous-mêmes mises sur pied, avec une Constitution qu'on respecte. On ne peut plus continuer à parler comme ça, comme un mouvement révolutionnaire et militariste. Aujourd'hui, nous sommes au pouvoir, c'est notre régime, et nous devons montrer que nous sommes sûrs de nous. Il faut un nouveau lexique, adapté à ce nouveau contexte. De plus, aujourd'hui les jeunes n'ont jamais connu l'apartheid. La question, c'est comment l'ANC doit se présenter à eux pour les mobiliser, comment l'ANC doit leur parler ? Notre rhétorique marxiste classique, ça ne leur parle pas, elle n'est plus adaptée : la "révolution" les "contre-révolutionnaires", les "forces motrices", etc. A cause de tout ça, on a essayé dans le *Strategy and Tactics* de renouveler le vocabulaire de l'ANC, de venir avec de nouveaux concepts, de nouveaux mots, adaptés à la nouvelle époque dans laquelle l'ANC évolue. C'est une tâche difficile, car il faut à la fois renouveler notre langage tout en conservant des éléments classiques de notre rhétorique traditionnelle, car ce sont ces mots qui nous unissent, en tant que parti⁴¹. »

De fait, le document de discussion *Strategy and Tactics* initial se caractérise par une innovation lexicale, par l'introduction de mots et de concepts s'éloignant des canons du marxisme et du matérialisme historique. Comme on l'a vu plus haut, certains rédacteurs ont voulu supprimer, avant d'y renoncer, la caractérisation de l'ANC comme « mouvement de libération nationale », une terminologie qui renvoie selon eux à une époque révolue et se révèle obsolète dans le contexte de l'Afrique du Sud post-apartheid. Au côté de la « révolution démocratique nationale » (NDR), sempiternellement présentée comme le programme du parti, le *Strategy and Tactics* introduit la terminologie de « société démocratique nationale » (NDS), qui donne par ailleurs son titre au nouveau document⁴² : ce terme nouveau décrit le résultat final de la NDR, une société harmonieuse et apaisée. Cette « société démocratique nationale » doit reposer sur le « meilleur de la civilisation humaine », autre terminologie par laquelle les rédacteurs cherchent à s'écarter du matérialisme historique classique de l'ANC. Les auteurs ont également banni de leur nouveau document le terme marxiste de « contre-révolutionnaires »

⁴¹ Entretien de l'auteur avec Mandla Nkomfe, Johannesburg, 6 décembre 2007.

⁴² ANC, *Strategy and Tactics of the ANC. Building a National Democratic Society*, op. cit.

sous lequel le parti rangeait jusque-là ses ennemis, mais qui leur apparaît désormais trop militariste et injustifié dans la nouvelle donne démocratique.

Au-delà d'un renouvellement du langage, les auteurs de ces documents posent les jalons d'une réflexion sur les outils et les méthodes de recrutement et de mobilisation, en un mot l'organisation du parti : ceux-ci sont selon eux inadaptés au changement générationnel et au contexte post-apartheid, et doivent être largement revus et modernisés. Dans le « Contextual considerations in addressing challenges of leadership », on peut ainsi lire :

« L'ANC devrait mettre sur pied des moyens innovants permettant de capturer l'imaginaire de la nouvelle génération de jeunes. [...] Ce qui définit la personnalité de ces jeunes, c'est qu'ils ont grandi dans un contexte et des conditions dans lesquels nos vieilles formes d'organisation et de mobilisation sont foncièrement inadéquates⁴³. »

Un des rédacteurs développe cette réflexion sur la modernisation de l'organisation, qui passe par l'emploi d'autres méthodes de mobilisation, notamment des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), aptes à connecter le parti avec une nouvelle génération à l'ethos et aux attitudes différents de ceux de ses aînés.

« Notre problème, c'est comment faire venir cette nouvelle génération dans l'ANC. Ils ont un autre mode de vie, une autre personnalité, d'autres relations au politique. Ils sont plus individualistes, plus mobiles, ils s'affirment, ils sont actifs dans la société civile, ils n'ont pas les mêmes schémas mentaux, les freins que nous avons. Aujourd'hui, notre organisation, nos méthodes sont obsolètes, il faut impérativement les moderniser. Pour toucher ces jeunes, notre organisation classique en branche locale, avec des réunions de branches hebdomadaires, est inefficace. On doit être plus sophistiqués, créatifs dans notre façon de mobiliser : on doit utiliser davantage les nouvelles technologies, comme Internet, les SMS, on doit organiser des dîners, des cocktails, des séminaires, des choses comme ça⁴⁴. »

Repositionner le parti vers les classes moyennes

Dans les deux documents, les auteurs ne prennent pas seulement en compte le changement générationnel : ils s'attachent également à repositionner l'ANC sur des clivages socio-économiques en pleine mutation. Leur constat sur l'évolution des classes sociales dans la société post-apartheid est le suivant : une augmentation radicale des rangs de la classe moyenne,

⁴³ J. Netshitenzhe, E. Godongwana et M. Nkomfe, « Contextual considerations in addressing challenges of leadership », *op. cit.*

⁴⁴ Entretien de l'auteur avec Mandla Nkomfe, Johannesburg, 15 février 2008.

l'apparition d'une petite élite économique capitaliste noire, et la paupérisation grandissante de la frange la plus marginalisée de la population (les fameux 13 %), qui ne se reconnaît plus dans le régime et l'offre politique classique. En réponse à ces changements socio-économiques, c'est un repositionnement de l'ANC que préconisent les auteurs⁴⁵. Si les deux documents réaffirment classiquement que la classe ouvrière est le groupe social que le parti représente avant tous les autres, ils ajoutent que l'ANC doit s'affirmer comme le représentant politique des classes moyennes et de la classe capitaliste noire en expansion :

« L'ANC devrait "grandir" avec la classe moyenne et la classe capitaliste noires émergentes – en développant de nouveaux moyens d'organisation, en leur donnant une direction idéologique et en définissant leur rôle dans la réalisation des objectifs de la NDR⁴⁶. »

En contrepartie, l'ANC, qui a toujours insisté jusqu'ici dans ses documents sur son statut de « mouvement des pauvres », ne peut plus représenter les plus indigents, les 13 %. Le « Contextual considerations in addressing challenges of leadership » le résume ainsi : ces plus pauvres, décrits ici comme aliénés, marginalisés, non organisés⁴⁷, ne se reconnaissent dans le nouvel ANC, qui n'a d'autre choix que de les abandonner aux mouvements sociaux ou aux autres segments de la Triple-Alliance⁴⁸.

Une idéologie spécifique : la social-démocratie

Pour avaliser et pérenniser un repositionnement qui ancre plus fortement l'ANC vers les classes moyennes et la classe capitaliste, les idéologues du parti préconisent également de le convertir officiellement, pour la première fois de son histoire, à une idéologie précise : la social-démocratie. Le *Strategy and Tactics* affirme que la « société démocratique nationale » doit être basée sur les « meilleures traditions de la social-démocratie⁴⁹ ». C'est là une innovation idéologique et lexicale majeure pour l'ANC, l'introduction d'un concept jusqu'ici inusité. Traditionnellement, les documents de l'ANC évitaient d'astreindre le parti à un courant idéologique précis pour ne pas mettre en péril son unité, et le positionnement idéologique du

⁴⁵ De manière explicite, dans « Contextual considerations in addressing challenges of leadership », qui est un document écrit à titre personnel et signé ; de manière implicite et avec plus de prudence dans *Strategy and Tactics*, qui est un document officiel du parti avalisé par le NEC, où les positions des auteurs sont énoncées avec plus de nuance, à mots couverts.

⁴⁶ J. Netshitenzhe, E. Godongwana et M. Nkomfe, « Contextual considerations in addressing challenges of leadership », *op. cit.*

⁴⁷ On peut reconnaître ici l'influence des théories marxistes : ces populations telles qu'elles sont décrites par les idéologues de l'ANC ressemblent à s'y méprendre au lumpenprolétariat analysé par Marx.

⁴⁸ J. Netshitenzhe, E. Godongwana et M. Nkomfe, « Contextual considerations in addressing challenges of leadership », *op. cit.*

⁴⁹ ANC, *Strategy and Tactics of the ANC. Building a National Democratic Society. op. cit.*

parti se résumait à quelques formules vagues et « attrape-tout » et à quelques principes négatifs aptes à satisfaire tous les sous-groupes et tendances idéologiques qui le constituent : l'ANC est « non racial, non sexiste et démocratique ». La préface ajoutée au précédent *Strategy and Tactics* en 2002 n'était guère plus précise, n'explicitant pas ce que l'ANC était mais ce qu'il n'était pas : il n'était ni « néolibéral » ni « ultragauchiste⁵⁰ ». Un des rédacteurs des deux documents éclaire ainsi cette démarche nouvelle consistant à enfin affubler le parti d'une étiquette idéologique spécifique :

« Jusqu'ici, l'identité de l'ANC était floue. On était “non... non...”, ou “ni... ni...”. L'ANC était “non racial, non sexiste”. On n'était “ni le néolibéralisme, ni l'ultragauche”. La question, alors, c'est : qu'est-ce qu'on est ? On ne peut plus continuer à être tout pour tout le monde. Alors c'est pour ça que nous avons introduit dans le *Strategy and Tactics* le concept de social-démocratie⁵¹. »

Telle que décrite dans la littérature marxiste, qui constitue le principal aliment théorique de l'ANC et de ses idéologues, la social-démocratie se caractérise par une reconnaissance de l'économie de marché et de la démocratie libérale et par une pratique réformiste : c'est précisément ainsi qu'elle est comprise par les rédacteurs du *Strategy and Tactics*. Enoch Godongwana, qui a poussé pour l'adoption de ce concept⁵², résume ainsi ce que signifie pour eux la social-démocratie : « accepter l'autorité et les structures du capitalisme, mais pousser pour des réformes visant à améliorer son efficacité et à réduire les inégalités⁵³ ». Les auteurs du *Strategy and Tactics* déconstruisent ce concept et en soulignent les grands traits. L'ANC reconnaît désormais l'économie de marché et le capitalisme comme le meilleur système économique ; le capitalisme monopolistique, en particulier, jusqu'ici invariablement décrit dans les documents du parti comme son principal ennemi, est devenu un partenaire avec lequel le gouvernement doit travailler pour mettre en place le programme de l'ANC. L'Etat a dorénavant une fonction de régulation, d'arbitre entre les différents secteurs sociaux et économiques : il doit constituer et maintenir un pacte social entre les différents groupes sociaux, un pacte entre le secteur capitaliste et les syndicats⁵⁴. Cette idéologie social-démocrate, qui reconnaît l'économie de marché tout en astreignant l'Etat à une certaine redistribution sociale, est pour les rédacteurs du document la plus à même de conforter l'ANC auprès des classes moyennes et de la classe

⁵⁰ ANC, *People's Power in Action - Preface to the Strategy and Tactics of the ANC*, Johannesburg, 2002.

⁵¹ Entretien de l'auteur avec Mandla Nkomfe, Johannesburg, 6 décembre 2007.

⁵² *Ibid.*

⁵³ E. Godongwana, « A capable state to build a nation », *Umrabulo*, 30, novembre 2007.

⁵⁴ ANC, *Strategy and Tactics of the ANC. Building a National Democratic Society*, op. cit.

capitaliste tout en ménageant ses soutiens sociaux et électeurs traditionnels que sont la classe ouvrière et les pauvres⁵⁵.

Un parti dominant dans l'espace-monde des partis

Ici encore, les théories du parti dominant s'avèrent un outil analytique utile pour étudier et interpréter la tentative de repositionnement de l'ANC que constituent le « Contextual considerations in addressing challenges of leadership » et le *Strategy and Tactics*. Un parti dominant, nous disent Pempel, Arian et Barnes, est un parti qui peut renouveler les victoires électorales sans discontinuer, car il est perçu par les électeurs (et même par les partis d'opposition) comme le parti « naturel », identifié à l'époque et au régime. Pour se voir reconnaître par les électeurs un tel statut, un parti dominant doit généralement avoir présidé à la fondation du régime : cette participation initiale lui confère une légitimité historique, et elle lui a permis d'orienter et de définir à son image les valeurs et croyances du nouveau système politique et social, de fonder des partenariats durables avec des secteurs socio-économiques et des groupes sociaux antagonistes⁵⁶. La question qui intéresse les analystes du parti dominant est la suivante : comment, dans des sociétés postindustrielles fluides et en perpétuelle évolution, un parti renouvelle-t-il sa dominance face à une légitimité historique qui s'étirole inévitablement avec le temps et les générations (malgré le travail symbolique d'entretien d'une mémoire dans lequel s'investissent le parti et son gouvernement), et face à une évolution des clivages sociaux qui remet en question le pacte initial que le parti a conclu avec une coalition de groupes sociaux divers⁵⁷ ? Ces auteurs répondent qu'un parti dominant, pour le rester, doit entretenir un « cercle vertueux de la dominance⁵⁸ » : il doit utiliser sa position préférentielle de parti dominant au gouvernement pour substituer une légitimité à une autre et pour sans cesse redéfinir les contours de la coalition socio-économique sur laquelle il s'appuie. Afin de perpétuer sa dominance, un parti dominant doit abandonner les discours et les symboles qui lui ont initialement permis d'accéder à cette place pour leur substituer d'autres discours et symboles. Il doit être suffisamment flexible et politiquement habile pour se débarrasser de certains de ses soutiens sociaux traditionnels, désormais moins viables électoralement, et les remplacer par des groupes sociaux qui se trouvaient auparavant hors de son atteinte (voire qui n'existaient pas). Substituer

⁵⁵ Entretien de l'auteur avec Molefi Sefularo, Cape Town, 29 août 2007.

⁵⁶ T. Pempel, Introduction, « Uncommon democracies : the one-party dominant regimes », et Conclusion, « One-party dominance and the creation of regimes », in T. Pempel (ed.), *Uncommon Democracies : the One-Party Dominant Regimes*, New York, Cornell University Press, 1990, pp. 1-32 et pp. 333-360 ; A. Arian et S. Barnes, « The dominant-party system : a neglected model of party stability », *The Journal of Politics*, 36 (3), 1974.

⁵⁷ T. Pempel, Introduction, « Uncommon democracies... », et Conclusion, « One-party dominance... », *op. cit.*

⁵⁸ *Ibid.*

à sa légitimité historique de parti fondateur une forme de légitimité nouvelle, redéfinir la coalition d'intérêts sociaux dont le parti doit s'instaurer le représentant pour s'adapter à la transformation des clivages socio-économiques, voilà précisément l'entreprise des idéologues de l'ANC dans les deux documents qui nous intéressent. A la vieille légitimité de mouvement de libération nationale héroïque vainqueur de l'apartheid et fondateur du nouveau régime, qui s'estompe et n'est plus efficace symboliquement pour garantir la loyauté des électeurs à venir, il convient d'opposer la légitimité d'un parti politique « normal », neuf et moderne, dans une société apaisée et mobile ; il faut s'adapter à l'évolution des structures sociales du pays depuis 1994 en ancrant plus fermement le parti vers les classes moyennes, notamment blanches, au détriment de certains des groupes sociaux membres de la coalition originelle, ici la population la plus pauvre. A propos de cette stratégie des partis dominants, Pempel écrit :

« Si un parti est désireux de rester au pouvoir pour des décennies, il ne peut pas se reposer sur le ressassement de sa victoire initiale. Il ne peut pas non plus se reposer exclusivement sur la coalition originelle qui l'a porté au pouvoir. Il doit précisément abandonner les tactiques et les schémas de mobilisation par lesquels il a été victorieux. Avec le temps, les vieilles rigidités doivent être remplacées par de nouvelles flexibilités si le parti entend continuer son règne. En ce sens, le maintien de la domination est clairement un art politique, qui est redevable des capacités et de l'habileté des dirigeants du parti dominant⁵⁹. »

C'est de cet « art politique », qui consiste pour les idéologues et les dirigeants d'un parti dominant à redéfinir sans cesse et efficacement la légitimité et les groupes sociaux sur lesquels ce parti repose, dans des sociétés postindustrielles aux structures et aux clivages en constante mutation, que relèvent les innovations lexicales et idéologiques du « Contextual considerations in addressing challenges of leadership » et du *Strategy and Tactics*.

Pour pouvoir être appréhendé dans toute sa complexité, ce repositionnement de l'ANC doit être mis en relation avec son inscription dans un tissu institutionnel international de partis politiques, dans un « espace-monde » de partis. Des modèles d'Etat, des modèles administratifs sont diffusés internationalement, sous des latitudes étrangères à celles de leur conception ; ils sont importés, appropriés par des élites locales pour lesquelles ils constituent une ressource symbolique et un dispositif de légitimation. Il en est de même pour les modèles partisans, à la fois organisationnels et idéologiques, qui sont « mis sur le marché » et diffusés dans des relations interpartisanes bilatérales ou des réseaux de partis tels que l'Internationale socialiste.

L'ANC entretient des relations institutionnelles avec un certain nombre de « partis frères », interactions qui contribuent partiellement à définir l'organisation et la doctrine du parti.

⁵⁹ T. Pempel, Introduction, « Uncommon democracies... », *op. cit.*

Ces liens institutionnels interpartisans peuvent être décomposés en trois réseaux géographiquement et idéologiquement distincts. Tout d'abord, les anciens mouvements de libération nationale d'Afrique australe aujourd'hui au gouvernement dans leurs pays respectifs (Swapo namibienne, MPLA angolais, Frelimo mozambicain, Zanu-PF zimbabwéen) : ces relations sont un héritage des luttes contre la colonisation et l'apartheid des années 1970 et 1980, dans lesquelles ces partis avaient activement collaboré et s'étaient mutuellement apporté soutiens financier, militaire et logistique. Aujourd'hui, elles sont entretenues par l'organisation de sommets de partis bilatéraux et multilatéraux, la signature de memoranda de coopération, l'envoi de délégations. Ensuite, les grands partis nationalistes et socialistes du tiers-monde, dont les relations avec l'ANC remontent aux années suivant les décolonisations (années 1960) : l'Indian National Congress (INC) indien, le Parti communistes chinois, le Parti communiste vietnamien, le Parti communiste cubain (PCC). Enfin, les partis sociaux-démocrates et travaillistes occidentaux, au premier rang desquels le Labour Party britannique et le Parti social-démocrate suédois (SAP), avec lesquels l'ANC a noué des liens institutionnels très forts depuis les années d'exil, ainsi que le Parti travailliste australien (l'ANC est membre de l'Internationale socialiste).

Ce sont précisément les interactions avec ces derniers partis occidentaux qui ont récemment fourni aux idéologues de l'ANC des modèles organisationnels et idéologiques partisans nouveaux, ou plus modestement des pistes de réflexion pour une réforme du parti. Le repositionnement préconisé par le « Contextual considerations in addressing challenges of leadership » et le *Strategy and Tactics* n'est pas exclusivement endogène, endogène à l'ANC, à l'Afrique du Sud : s'il est principalement motivé par les évolutions de la société sud-africaine, il a également été inspiré par les transformations, dans les années 1990, du Labour Party de Tony Blair et du Parti social-démocrate suédois sous l'étiquette de la « troisième voie » : repositionnement vers le « centre » de l'échiquier politique, ré-ancrage dans les nouvelles classes moyennes, rupture des liens organiques du parti avec les syndicats⁶⁰.

En rédigeant leurs deux documents, les théoriciens de l'ANC, dont certains avaient fait partie de délégations du parti récemment envoyées en Grande-Bretagne et en Suède pour y glaner informations et observations auprès de leurs partenaires plus au nord, avaient à l'esprit ce modèle⁶¹.

⁶⁰ Sur l'évolution du New Labour, voir la thèse de Xavier Garcia, *Analyse d'une transition partisane. Le Parti travailliste britannique depuis 1979*, thèse d'Etat en sciences politiques, Nice, UFR Droit – Sciences politiques, 2004.

⁶¹ Entretien de l'auteur avec Mandla Nkomfe, Johannesburg, 6 décembre 2007.

Le changement est un phénomène à la fois exogène et endogène. L'environnement de l'ANC se transforme : les structures sociales et les attitudes politiques dans la nouvelle Afrique du Sud évoluent, de nouveaux modèles organisationnels et idéologiques partisans sont mis sur le « marché » international. Mais l'environnement est pluriel, les pressions exercées sur lui sont multiples et contradictoires, et ses transformations n'ont d'effet sur l'ANC que par l'importation dans le parti de stimuli externes par des acteurs intrapartisans qui les incorporent à leurs propres stratégies et ont une latitude dans leur sélection. A cette fin, ils se confrontent à d'autres acteurs intrapartisans, qui sélectionnent d'autres stimuli ou qui résistent à la tentative de changement en se drapant dans l'identité existante du parti. Le changement n'est pas prédéterminé, et il aboutit *in fine* à des résultats hybrides, déviants et paradoxaux.

Cette deuxième partie de l'article portera sur les stratégies et motivations des acteurs intrapartisans dans le processus de changement et sur les résultats imprévus de ce dernier. Elle s'intéressera d'abord aux stratégies des promoteurs du « Contextual considerations in addressing challenges of leadership » et du *Strategy and Tactics*, qui mêlent incitations idéologiques et collectives (ancrer l'ANC dans la social-démocratie procapitaliste) et incitations individuelles et sélectives (la quête de postes au sein du NEC et au sein du gouvernement post-Mbeki d'après les élections nationales de 2009). Elle étudiera ensuite les conflits et rapports de force internes complexes qui se nouent autour de l'adoption du *Strategy and Tactics* et aboutissent à un changement contrarié ainsi qu'à des résultats imprévus. Car si le *Strategy and Tactics* est adopté par la conférence de Polokwane, cette même conférence élit une nouvelle direction du parti qui a fait campagne en usant de répertoires drastiquement opposés à ceux du *Strategy and Tactics* et qui va considérablement s'éloigner de ses prescriptions. Conséquence imprévue d'un changement dirigé inabouti, c'est le nouveau parti créé par des dissidents de l'ANC défaits à la conférence de Polokwane qui récupère et fait siens les dogmes et positionnements du *Strategy and Tactics* que l'ANC a adoptés mais n'applique pas.

Des incitations plurielles et imbriquées

Le « modèle de la poubelle » est efficace pour rendre compte de la complexité d'un processus de décision et de production de politique. Ce dernier est « une combinaison très contextuelle d'acteurs, d'opportunités et de choix, de problèmes et de solutions », « une collection de solutions à la recherche de problèmes, d'idéologies cherchant des opportunités de

s'exprimer, de projets à la recherche de supporters, et de gens à la recherche d'emplois, de reconnaissance ou de distraction⁶² ». Tous les acteurs participant au processus de production du *Strategy and Tactics* ne poursuivent pas les mêmes motifs, n'ont pas les mêmes attentes ; certains arrivent avec des solutions pour des problèmes qui n'existent pas, et le document n'est souvent pour eux pas seulement une fin, mais également un moyen : moyen de disqualifier des concurrents dans la lutte interne pour les postes, moyen de construire sa légitimité personnelle. Les sociologues de l'action collective et du militantisme ont classiquement rangé les incitations des acteurs à participer à l'action collective et au parti en deux catégories : les incitations collectives (idéologie, identité, solidarité) et les incitations sélectives (argent, postes, pouvoir, prestige)⁶³ ; d'autres ont adopté une classification plus fine, distinguant les incitations idéologiques (l'adhésion à une cause, à une idéologie), matérielles (postes et emplois) et symboliques (reconnaissance, amitié, etc.)⁶⁴. Ces analyses confèrent à l'idéologie un double rôle : elle a d'un côté pour fonction d'entretenir les motivations collectives, de l'autre d'occulter les incitations sélectives⁶⁵. Les acteurs qui prennent part à la production du « Contextual considerations in addressing challenges of leadership » et du *Strategy and Tactics* sont mus par des incitations plurielles et imbriquées, qui ne sont pas les mêmes pour tous (ou pas dans les mêmes proportions).

Les incitations idéologiques : préciser l'identité du parti

Les cadres de l'ANC membres du sous-comité de l'éducation politique du NEC en charge de la rédaction du *Strategy and Tactics* étaient animés par des visées idéologiques, notamment ceux d'entre eux, emmenés par Joel Netshitenzhe, qui ont engagé dans le « Contextual considerations in addressing challenges of leadership » la réflexion et les analyses qui irrigueront le *Strategy and Tactics*. Ces trois rédacteurs (Netshitenzhe, Godongwana et Nkomfe) entendaient en particulier redéfinir l'idéologie de l'ANC, ou plutôt la définir plus précisément. On l'a dit, l'idéologie de l'ANC était ambiguë et imprécise, définie par négations : non raciale, non sexiste et démocratique, ni néolibérale ni ultragauchiste. Dans un contexte post-apartheid où l'ANC est désormais le parti de gouvernement, cette idéologie vague et minimale, qui lui avait permis d'agir sous l'apartheid comme un front, de fédérer des tendances

⁶² J. March et J. Olsen, *Rediscovering Institutions : the Organizational Basis of Politics*, op. cit., pp. 80 et 82.

⁶³ A. Panebianco, *Political Parties : Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, pp. 9-11.

⁶⁴ D. Gaxie, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27 (1), 1977, pp. 123-154.

⁶⁵ A. Panebianco, *Political Parties...*, op. cit., p. 11, et D. Gaxie, « Economie des partis et rétributions du militantisme », art. cité.

idéologiques et des groupes sociaux unis par leur seul désir commun de se débarrasser d'un régime qui entravait leurs aspirations spécifiques, est devenue, selon ces théoriciens, problématique : elle alimente les tensions internes et se révèle un fardeau dans la formulation des politiques publiques⁶⁶. Avec la nouvelle mouture du *Strategy and Tactics* et l'introduction de concepts tels que « social-démocratie » et « Etat développementaliste », ils ont cherché à définir plus précisément ce qu'est l'ANC, et ce que sont ses politiques.

D'un côté, le nouveau *Strategy and Tactics* apparaît comme un simple prolongement de la lutte symbolique entre faction pro-Mbeki et faction SACP-Cosatu⁶⁷ sur l'identité de l'ANC, son positionnement à l'égard des classes sociales et de ses politiques économiques (en particulier son rapport au capital)⁶⁸ : le théoricien du camp pro-Mbeki, Joel Netshitenzhe, instigateur du « Contextual considerations in addressing challenges of leadership » et du *Strategy and Tactics*, entend avec ces deux documents ancrer plus franchement l'ANC vers les classes moyennes et confirmer définitivement l'adhésion du parti au capitalisme. En ce sens, l'introduction de la catégorie « social-démocratie » n'est qu'une étape supplémentaire de la lutte de classement que se livrent les deux factions à l'aide des catégories issues du clivage gauche-droite⁶⁹. Le groupe Mbeki considère en effet que l'adoption officielle par l'ANC de l'étiquette « gauche » à la conférence de Stellenbosch de 2002, originellement pour couper l'herbe sous le pied du groupe SACP-Cosatu, s'est retournée contre eux : le groupe SACP-Cosatu argue désormais de cette identité « de gauche » de l'ANC pour dénoncer les politiques économiques

⁶⁶ Entretien de l'auteur avec Molefi Sefularo, Cape Town, 29 août 2007.

⁶⁷ Les relations étroites forgées pendant le combat anti-apartheid entre l'ANC et le SACP, puis avec le Cosatu (la plus grande confédération syndicale sud-africaine, lancée en 1985) se sont formalisées en 1990 en une alliance officielle entre les trois organisations : la Triple-Alliance. C'est une alliance d'un type particulier, puisque l'ANC en est le véhicule électoral unique : ni le SACP, ni *a fortiori* le Cosatu ne participent aux élections. Un grand nombre de dirigeants de l'ANC étaient, dans la période de l'exil, également membres du SACP : dans la période post-apartheid, la double ou la triple affiliation sont monnaie courante. De nombreux membres du Comité national exécutif de l'ANC sont ainsi également des dirigeants éminents du SACP ou du Cosatu (le secrétaire général de l'ANC depuis décembre 2007, Gwede Mantashe, est également le président du SACP). Le SACP et le Cosatu, au même titre que les structures provinciales de l'ANC, que l'ANC Youth League et l'ANC Women's League, participent au processus de confection des listes de l'ANC de candidats aux élections. Un certain contingent de places sur les listes leur est informellement réservé. Ils envoient également formellement des délégations aux conférences nationales de l'ANC, et sont impliqués dans la rédaction du programme électoral de ce dernier. Pendant les campagnes électorales, le SACP, et surtout le Cosatu, fort de ses plus de deux millions de militants et de ses sections bien organisées, mettent leurs structures au service de la campagne de l'ANC. Des sommets de la Triple-Alliance sont régulièrement organisés pour coordonner les actions des trois organisations, discuter les politiques du gouvernement et aplanir les différends éventuels.

⁶⁸ Depuis 1996 et l'adoption par le gouvernement, sous la houlette de Thabo Mbeki, alors vice-président du pays, du programme économique *GEAR* inspiré des recettes du FMI, deux groupes au sein de l'ANC et de la Triple-Alliance se sont polarisés et affrontés sur la ligne idéologique du parti : l'un autour de Mbeki, président du parti depuis 1997 et du pays depuis 1999, qui domine le gouvernement et le NEC, et qui prône des politiques économiques libérales et un repositionnement de l'ANC vers les classes moyennes ; l'un autour des leaders du Cosatu et du SACP (la plupart étant également membres du NEC de l'ANC), qui défend un Etat interventionniste et un ancrage plus ferme de l'ANC vers la classe ouvrière et les pauvres.

⁶⁹ Depuis 1996, le conflit entre les deux factions a pris l'aspect d'une lutte de classement pour l'imposition et l'attribution de catégories issues du clivage gauche-droite. Dans sa stratégie de légitimation-dé légitimation, le groupe SACP-Cosatu se revendiquait « la gauche » et dépeignait le groupe Mbeki comme « la droite » ; le groupe Mbeki répliquait en se présentant comme « la gauche » et en délégitimant le groupe SACP-Cosatu comme « l'ultra-gauche ».

du gouvernement Mbeki, stigmatisées comme « non-ANC ». En introduisant la catégorie « social-démocratie », les intellectuels pro-Mbeki du parti ont voulu fermer la porte à ce genre de critique en précisant de quel type de « gauche » l'ANC se réclamait : une gauche responsable et modérée, reconnaissant l'économie de marché. Un des rédacteurs pro-Mbeki du *Strategy and Tactics* analyse ainsi cette dimension stratégique de l'introduction du nouveau terme de social-démocratie :

« Avec cette clause de Stellenbosch sur l'ANC comme “force disciplinée de la gauche”, le SACP et le Cosatu finissaient par croire que l'ANC était “leur” parti, et ils critiquaient les politiques du gouvernement comme “non-ANC”. Alors on doit préciser ce qu'on entend par “gauche”, avec cette notion de “social-démocratie”⁷⁰. »

Mais ces deux documents sont plus que le simple prolongement des luttes de classement précédentes. Ils constituent une entreprise doctrinale innovante, introduisant des analyses, des concepts et un lexique nouveaux ; une entreprise intellectuelle propre à Joel Netshitenzhe, qui l'engage et la « pilote », et dans laquelle il s'éloigne singulièrement des registres de légitimation et des répertoires déployés par son chef de faction Mbeki. Ils décrivent une société en voie de déracialisation où les identités raciales s'estompent, alors que le président Mbeki a précisément construit sa légitimité en se donnant à voir comme celui dont la tâche était de mener la « Transformation » à bien et n'a eu de cesse de rappeler les inégalités raciales et le racisme persistant au sein de la société sud-africaine ; ils introduisent un vocabulaire nouveau et apaisé apte à dépeindre une société normalisée, alors que Mbeki est fêru de jargon marxiste-léniniste. Le président Mbeki est proche de la fin de son deuxième mandat à la tête du pays et va bientôt quitter le pouvoir, au terme de dix années à la tête du gouvernement, la Constitution limitant à deux consécutifs le nombre de mandats présidentiels : le *Strategy and Tactics* avalise la fin de cette ère et des registres de légitimation qui y ont eu cours.

Les incitations matérielles : de jeunes leaders en quête de postes et de légitimité et la lutte de succession Mbeki vs Zuma

L'élaboration du *Strategy and Tactics* prend place dans un contexte particulier, celui d'une lutte pour les postes : la conférence de Polokwane de décembre 2007 qui doit débattre et adopter le document est aussi une conférence électorale, chargée d'élire les six nouveaux officiels⁷¹ et le nouveau NEC du parti pour les cinq ans à venir. En termes de personnel

⁷⁰ Entretien de l'auteur avec M. Sefularo, Cape Town, 7 septembre 2007.

⁷¹ Président, vice-président, secrétaire général, vice-secrétaire général, *chairperson*, trésorier.

dirigeant, elle semble marquer la fin d'une époque et inaugurer l'arrivée dans les couches dirigeantes du parti, puis au gouvernement, d'une nouvelle strate de cadres : des dirigeants plus jeunes, majoritairement issus de la génération de militants de juin 1976⁷². En effet, Thabo Mbeki, président du parti et du pays, doit laisser sa place de président de la République dans une quinzaine de mois, en avril 2009 ; il est attendu que nombre de ses « compagnons de route », membres du gouvernement depuis 1999, voire 1994, quitteront le pouvoir avec lui⁷³. Autant la conférence précédente de Stellenbosch en 2002, à mi-chemin des deux mandats de Mbeki, avait majoritairement reconduit le NEC élu à la conférence précédente de 1997, autant à la conférence de Polokwane la structure des opportunités semble favorable à un renouvellement générationnel des dirigeants du parti. Avant Polokwane, de nombreux cadres de l'ANC, quadragénaires ou quinquagénaires tout neufs occupant des rangs secondaires dans l'appareil du parti, estiment donc que leur temps est venu, et ils entendent profiter de la conférence pour intégrer le NEC et, ainsi, se placer au mieux pour un poste au gouvernement après les élections d'avril 2009⁷⁴.

Pour certains de ces cadres plus jeunes en quête d'opportunités et de postes, participer au processus de production du *Strategy and Tactics* est apparu comme un investissement en vue de l'élection au NEC et de la nomination du gouvernement quelques mois plus tard : un moyen privilégié de se forger une légitimité personnelle, de gagner en visibilité, de conforter son statut d'intellectuel et de dirigeant au sein du parti. Les deux théoriciens qui encadrent Joel Netshitenzhe et rédigent avec lui le *Strategy and Tactics* sont bien représentatifs de cette strate de responsables du parti plus jeunes qui n'ont pas encore accédé aux fonctions gouvernementales les plus prestigieuses (ministres du Gouvernement national, en particulier). Enoch Godongwana et Mandla Nkomfe ont tous deux 50 ans et sont issus du militantisme de juin 1976 ; l'un et l'autre sont encore largement des personnalités périphériques du parti, exerçant des fonctions au niveau provincial. Enoch Godongwana est certes membre du NEC depuis 1997, mais il n'a jamais été appelé au gouvernement central, et occupe à ce moment-là la fonction de ministre des Affaires économiques de la province de l'Eastern Cape. Mandla Nkomfe n'a, lui, jamais été membre du NEC et est le chef du groupe parlementaire (*chief whip*)

⁷² La mobilisation des lycéens et étudiants noirs après la répression par l'armée d'une manifestation d'écoliers à Soweto le 16 juin 1976 a grandement contribué à alimenter et à régénérer les rangs du parti à la fin des années 1970, et a fait émerger une nouvelle génération de militants puis de cadres.

⁷³ Pour une sociologie des dirigeants de l'ANC, voir M. Severin, *Les Réseaux ANC (1910-2004) : histoire politique de la constitution du leadership de la nouvelle Afrique du Sud*, thèse de doctorat en sciences politiques, Bordeaux, Institut d'études politiques, 2006.

⁷⁴ Plusieurs cadres du parti, âgés de 45 à 55 ans et non membres du gouvernement, nous ont exprimé ce sentiment. La citation suivante en est un bon exemple : « Les dirigeants qui sont au gouvernement depuis 1994, les Erwin, Pahad, Mufamadi, vont quitter le gouvernement après les prochaines élections. Désormais, c'est à nous de prendre la relève, des dirigeants comme moi, des quadras, des quinquas. » Entretien de l'auteur avec Philippe Dexter, membre du NEC de l'ANC et ex-trésorier du SACP, Cape Town, 10 septembre 2007.

de l'ANC au Parlement de la province du Gauteng. On peut étendre cette analyse aux autres membres du sous-comité du NEC qui ont pris part à l'élaboration du *Strategy and Tactics*. Ceux qui s'y sont particulièrement impliqués présentent le même profil, tel Molefi Sefularo. Ce dernier, relativement « jeune » (50 ans) également, est lui aussi une personnalité secondaire et provinciale (il est simplement député au Parlement national, après avoir été ministre de la province du North West) et n'a jamais appartenu au gouvernement national.

Pour ces leaders jeunes et périphériques en quête de postes plus glorieux dans un contexte électif, participer au processus d'élaboration du *Strategy and Tactics*, et le faire savoir, s'inscrit dans une stratégie visant à se construire une image, une stature en convertissant son capital intellectuel en légitimité. Incidemment, Godongwana, Nkomfe et Sefularo feront tous les trois partie de la liste officielle de candidats au NEC à la conférence de Polokwane. Plus précisément, l'introduction au sein de l'ANC de concepts et de termes nouveaux, tels que « social-démocratie », « Etat développementiste », « société démocratique nationale », représente pour ces jeunes leaders une ressource symbolique qui leur permet de mettre en scène et faire valoir leur modernité et de « ringardiser » les élites partisans en place.

Dans le contexte de la compétition interne pour l'accès aux postes de direction, ici l'élection du NEC à la conférence de Polokwane, le *Strategy and Tactics* est également un outil symbolique que l'une des deux grandes coalitions intrapartisans qui s'est constituée entend instrumentaliser pour délégitimer l'autre. En effet, deux grandes coalitions sont en train de s'établir quand sont produits les deux documents qui nous intéressent ici : d'un côté, celle autour du président Mbeki, qui ne peut plus se représenter à la tête du pays mais entend néanmoins briguer un troisième mandat à la présidence du parti ; de l'autre, celle, hétérogène, formée en soutien à la candidature du vice-président de l'ANC, Jacob Zuma⁷⁵ – regroupant notamment l'ANC Youth League (ANCYL)⁷⁶, l'ANC du KwaZulu-Natal (dont est issu Zuma), le SACP et le Cosatu. Certains des rédacteurs du « Contextual considerations in addressing challenges of leadership » et du *Strategy and Tactics* sont fermement engagés derrière Mbeki,

⁷⁵ Jacob Zuma, ancien chef des services secrets de l'ANC en exil et ex-président de l'ANC du KwaZulu-Natal, était vice-président de l'ANC depuis la conférence de Mafikeng de 1997, et fut naturellement désigné vice-président de l'Afrique du Sud après les élections de 1999. Il est alors considéré comme un proche de Mbeki, avec qui il a étroitement travaillé en exil. En juin 2005, son conseiller financier Shabir Shaik est condamné pour corruption, et le juge établit dans ses attendus qu'il existe une relation de corruption entre les deux hommes. En conséquence, Mbeki le limoge de son poste de vice-président du pays, avant qu'il ne soit formellement poursuivi pour corruption. Le NEC pro-Mbeki de l'ANC le contraint également à démissionner de la vice-présidence de l'ANC. Zuma dénonce un complot politico-judiciaire qui viserait à l'écarter du pouvoir. Le National General Council de l'ANC de juin 2000 est une victoire pour lui, puisqu'il rétablit Zuma dans ses fonctions de vice-président de l'ANC. Dans les mois qui suivent, Zuma, populaire parmi les militants, parvient à rassembler derrière son nom des opposants à Mbeki au sein de l'ANC et de la Triple-Alliance et s'impose comme un candidat crédible pour la présidence de l'ANC en vue de la conférence de Polokwane.

⁷⁶ Sur l'ANCYL dans la période post-apartheid, voir R. Botiveau, *The ANC Youth League or the Invention of a South African Youth Political Organisation*, Johannesburg, Institut français d'Afrique du Sud, 2006.

en particulier Netshitenzhe et Sefularo⁷⁷ : les deux documents font clairement partie d'une stratégie de délégitimation de la candidature de Zuma et des répertoires que ce dernier mobilise. Zuma a en effet initialement construit sa campagne en capitalisant sur la nostalgie du militarisme et des années de lutte et en réactivant le répertoire qui en est issu, notamment en recyclant une vieille chanson du MK (l'ancienne branche militaire de l'ANC), *Umshini Wam* (« *Apportez-moi ma mitrailleuse* »), devenue l'hymne de sa campagne. C'est précisément ce répertoire militant et militariste hérité de l'ère précédente, celle du combat anti-apartheid, que les rédacteurs des deux documents entendent délégitimer et reléguer au « placard » des vieilleries, en tentant de lui substituer un répertoire nouveau en phase avec une société démocratique, normalisée et pacifiée. De même, la coalition Zuma use d'une rhétorique pro-pauvres et pro-classe ouvrière. Le SACP et le Cosatu font en effet partie des principaux soutiens de la candidature de Zuma et sont des participants très actifs à sa campagne : opérant officiellement à partir de leurs organisations respectives, leurs dirigeants ne sont pas tenus par la discipline organisationnelle de l'ANC, au contraire de Zuma lui-même, et peuvent critiquer le camp Mbeki avec une totale liberté et une grande violence. Leur thème normatif privilégié dans cette tâche est la question de classe : le gouvernement Mbeki est ainsi accusé d'avoir dévié d'une certaine tradition pro-ouvrière de l'ANC, de faire de l'ANC un parti de la bourgeoisie et de délaisser les couches les plus pauvres de la société. Zuma lui-même ne rechigne pas à emprunter ce registre, dans une version toutefois plus aseptisée. En arrimant l'ANC à la social-démocratie, aux classes moyennes, à l'économie capitaliste, les penseurs pro-Mbeki entendent faire du « Contextual considerations in addressing challenges of leadership » et du *Strategy and Tactics* des entreprises intellectuelles de disqualification de ce répertoire de classe. Significativement, l'objectif officiel du « Contextual considerations in addressing challenges of leadership » est d'encadrer la discussion sur la succession de Mbeki et l'élection du président du parti⁷⁸ : pour ses auteurs, avant d'élire un nouveau président et de nouveaux dirigeants, il convient d'abord de définir clairement ce qu'est l'ANC, ce que sont ses politiques et sa vision du monde ; ce n'est qu'une fois cette tâche préliminaire accomplie que l'on pourra établir les critères qui fondent un bon président de l'ANC. Au vu de la vision de la société sud-africaine qui est celle du document, et des traits, positionnements et répertoires de cet ANC renouvelé

⁷⁷ Netshitenzhe est depuis longtemps un proche de Mbeki, et il sera à Polokwane le candidat de la coalition Mbeki pour le poste de *chairperson*. Sefularo, vice-président de l'ANC du North West, a été le « chef d'orchestre » de la campagne de Mbeki dans cette province. Godongwana et Nkomfe sont en revanche restés relativement neutres dans cette lutte interne.

⁷⁸ J. Netshitenzhe, E. Godongwana et M. Nkomfe, « Contextual considerations in addressing challenges of leadership », *op. cit.*

que ses rédacteurs appellent de leurs vœux, on perçoit aisément leur parti-pris dans la lutte entre les deux camps pour la présidence et l'accès aux postes.

Incitations symboliques et processus de subjectivation : reconnaissance et prestige

Pour certains cadres, participer au processus de production du *Strategy and Tactics* est porteur de fortes gratifications symboliques. Le *Strategy and Tactics* est traditionnellement le document doctrinal central du parti, et être désigné parmi les « happy few » chargés de le rédiger est vécu par certains comme une reconnaissance de leur intellect et de leur stature, un motif de fierté et une incitation à l'engagement⁷⁹. S'y ajoutent l'excitation et le plaisir de se trouver en quelque sorte « au cœur de la machine », d'être un acteur, d'exercer une influence et d'avoir un impact. Ces sentiments entraînent chez certains un processus de subjectivation : ils se vivent comme des « Jeunes Turcs », comme des intellectuels précurseurs qui, dans un petit groupe d'initiés qui se reconnaissent, vont sans sourciller et sans trembler modifier de l'intérieur la trajectoire d'un parti centenaire⁸⁰.

En examinant les différentes incitations qui ont conduit des cadres du parti à s'investir dans la production d'un changement doctrinal, on constate que le changement partisan n'a rien d'automatique, que ce n'est pas un processus linéaire d'adaptation d'une structure à son environnement : il implique des acteurs intrapartisans mus par des motivations diverses (idéologiques, matérielles, symboliques), qui opèrent une sélection parmi les différentes pressions que l'environnement émet à l'aune de leurs propres intérêts et de leur propre grille de lecture. L'interprétation par ces théoriciens du parti des données sociologiques et démographiques sur lesquelles ils se sont appuyés pour poser leur diagnostic sur la société sud-africaine apparaît ainsi préorientée par leurs motivations et leurs intérêts personnels, voire par leur ancrage social et géographique et leur habitus. L'Afrique du Sud qu'ils décrivent, apaisée, en voie de normalisation et de déracialisation, dominée par des classes moyennes en expansion, cosmopolite et urbaine, n'est qu'une Afrique du Sud parmi d'autres. D'autres interprétations étaient possibles, qui auraient entraîné d'autres prescriptions : elles auraient mis en lumière la faiblesse relative, en dépit de sa croissance, des effectifs de la classe moyenne, la persistance de la pauvreté et du chômage⁸¹, en particulier dans les zones rurales et à la périphérie des grandes

⁷⁹ Ainsi, quand on demande à l'un des rédacteurs pourquoi, à son avis, il a été sélectionné dans l'équipe chargée de rédiger le nouveau *Strategy and Tactics*, il répond fièrement « Parce que je réfléchis ! Et les gens le savent ». Entretien de l'auteur avec Molefi Sefularo, Cape Town, 7 septembre 2007.

⁸⁰ C'est notamment très perceptible dans les entretiens avec Molefi Sefularo.

⁸¹ En 2007, le taux de chômage était officiellement de 25,8 % (et sans doute, en réalité, plus important), 61 % des Sud-Africains vivaient sous le seuil de pauvreté et l'Afrique du Sud était, d'après l'indice de Gini, le pays du monde où les inégalités sociales étaient les plus fortes.

viles, les sentiments populaires de xénophobie (qui éclateront au grand jour quelques mois plus tard lors des émeutes anti-étrangers), la multiplication des conflits sociaux et des mouvements de protestation violents à l'échelle locale, qui contredit l'image d'une société pacifiée. Leur lecture de ces données est influencée par leurs motivations idéologiques : Joel Netshitenzhe est depuis les années 1990, avec Thabo Mbeki, le principal partisan au sein de l'ANC d'un repositionnement du parti vers les classes moyennes. Leur ancrage social et géographique et leur habitus orientent également leur perception de l'Afrique du Sud. Deux des trois instigateurs des documents (Netshitenzhe et Nkomfe) vivent dans la province du Gauteng, la plus urbanisée et la plus riche d'Afrique du Sud, et sont des membres éminents de cette classe moyenne aisée, citadine, mobile et cosmopolite qu'ils décrivent dans leurs écrits⁸². Il y a une homologie claire entre leur position dans le champ social et leur vision du monde, et il n'y a pas d'emprise unilatérale de l'environnement sur la structure, tant le rôle des acteurs intrapartisans et de leurs stratégies, avec leurs motivations et leurs habitus, est grand dans la définition et la mise en place du changement.

Les effets imprévus du changement dirigé

La rédaction du document de discussion *Strategy and Tactics* par le sous-comité du NEC n'est qu'une étape du processus de production doctrinal. Il doit ensuite être débattu dans les structures du parti, et le processus doit s'achever par son adoption, modifié ou non, ou son rejet à la conférence nationale de Polokwane. En février 2007, le document de discussion est rendu public et envoyé pour débats dans les structures du parti, à commencer par les branches locales, accompagné de documents de discussion thématiques (économie, gouvernance, relations internationales, etc.). Les structures provinciales de l'ANC organisent quelques mois plus tard des conférences provinciales qui compilent et résument les réactions et commentaires de leurs branches dans des rapports provinciaux. Quelques semaines après, fin juin 2007, a lieu une Policy Conference⁸³ : cette conférence, qui se tient quelques mois avant la conférence nationale qui doit officiellement arrêter les positions du parti, est explicitement dédiée à la discussion des politiques du mouvement. Les organisateurs du parti ont en effet constaté que les conférences nationales étaient « vampirisées » par l'élection des dirigeants et ne permettaient

⁸² Tous nos entretiens avec Mandla Nkomfe ont ainsi eu lieu, à sa demande, à Newtown, le quartier de Johannesburg-centre en plein renouveau culturel et économique, où fleurissent librairies, théâtres et restaurants tendance.

⁸³ Sur les différentes étapes du processus de production des documents doctrinaux de l'ANC, et en particulier la Policy Conference, voir V. Darracq, « "Nous nous retrouverons au Limpopo !" : la National Policy Conference de l'ANC (juin 2007) », *Politique africaine*, 109, 2008.

jamais de discuter sérieusement des politiques et positions. Le format de la Policy Conference est censé favoriser des débats poussés : les délégués y sont en effet beaucoup moins nombreux qu'à la National Conference (quelque 1 500 au lieu de 4 000), les commissions plus petites. La Policy Conference amende et révisé les documents, dont les nouvelles versions sont ensuite renvoyées encore une fois pour discussion dans les branches du parti, puis discutées par la conférence nationale : les résolutions et les documents adoptés par cette dernière deviennent les positions officielles du parti, sa doctrine. Mais cette conférence de Polokwane est également chargée d'élire la nouvelle direction du parti, et le processus de production et d'adoption du document se voit capturé par la compétition entre factions pour l'accès aux postes.

Le Strategy and Tactics dans la lutte de succession

La conférence de Polokwane est, on l'a dit, une conférence électorale, et les débats et discussions sur le *Strategy and Tactics* y seront partiellement orientés par la compétition pour les postes et les logiques de regroupements. Deux coalitions se sont formées autour du président sortant du parti Thabo Mbeki et de son vice-président Zuma. La coalition qui s'est rassemblée autour de Zuma est hétérogène et regroupe diverses organisations et sous-groupes : ANC du KwaZulu-Natal, ANC Youth League (ANCYL), Cosatu, South African Communist Party (SACP), secrétariat général de l'ANC, des leaders importants marginalisés par Mbeki. Les multiples thèmes normatifs qu'ils mobilisent dans leur campagne reflètent cette hétérogénéité. L'ANCYL introduit le thème normatif classique de la « base militante contre les élites », invoque la démocratie interne et les militants contre les dirigeants en place⁸⁴. Le secrétariat général de l'ANC, représenté par le secrétaire général Kgalema Motlanthe, dénonce la marginalisation des structures centrales du parti au profit du gouvernement ou, pour reprendre la classification de Katz et Mair⁸⁵, celle du « parti central » par le « parti au gouvernement⁸⁶ ». Le Cosatu et le SACP usent d'une grille de lecture qui est celle de la lutte des classes pour

⁸⁴ L'emploi dans les luttes intrapartisanes de ce thème normatif du militantisme et de la démocratie interne est une stratégie classique des « outsiders » contre les dirigeants sortants. Voir J. Lagrove, « Change and permanence in political parties », *Political Studies*, 37 (3), 1989, pp. 362-375.

⁸⁵ R. Katz et P. Mair, « The ascendancy of the party in public office : party organizational change in 20th century democracies », in R. Gunther, J. Linz et J. R. Montero (ed.), *Political Parties. Old Concepts and New Challenges*, Oxford, Oxford University Press, 2002, pp. 113-135.

⁸⁶ Le document de discussion sur l'organisation de l'ANC rédigé pour la conférence de Polokwane par le secrétaire général Kgalema Motlanthe, en collaboration avec les secrétaires généraux provinciaux, exprime clairement les revendications du « parti central » contre le « parti au gouvernement ». ANC, *Towards the Centenary of the ANC. A Strategic Agenda for Organisational Renewal*, document de discussion, Johannesburg, 2007.

dépeindre le conflit entre groupes Mbeki et Zuma : la campagne de Zuma est selon eux un combat de la classe ouvrière contre la classe capitaliste représentée par Mbeki⁸⁷.

C'est avec ce discours classiste que le Cosatu et le SACP entrent dans le débat qui s'est engagé au sein de l'ANC et de la Triple-Alliance sur le *Strategy and Tactics*⁸⁸. Le texte fait selon eux de l'ANC un parti procapitalisme et procapitalistes défendant « une ligne idéologique basée sur l'idéologie des patrons⁸⁹ ». Ils s'attaquent également au nouveau vocabulaire introduit par le document, décrit comme « des concepts obscurs et un langage étranger à l'ANC et à sa tradition⁹⁰ ». En conclusion, le document est pour eux « une déviation fondamentale vis-à-vis des politiques centrales de l'ANC⁹¹ » ou, comme l'explique le titre d'une tribune de presse du secrétaire général du Cosatu Zwelinzima Vavi, « un recul vis-à-vis du programme historique de l'ANC⁹² ». C'est donc en toute logique qu'ils demandent aux militants de l'ANC de le rejeter. Au diagnostic et aux prescriptions des rédacteurs du document, les théoriciens du Cosatu et du SACP répondent par une analyse alternative de la société sud-africaine, une autre lecture et interprétation des données socio-économiques : la société sud-africaine est frappée par la pauvreté d'une grande majorité et par le chômage, et le développement d'une classe capitaliste noire ne contribue en rien à résorber ces problèmes, contrairement à ce qu'ont annoncé les pro-Mbeki ; loin d'être une société apaisée et normalisée, elle est traversée de conflits de classe plus violents et désespérés que jamais, dans lesquels l'ANC doit s'engager au côté de la classe ouvrière⁹³.

Dans la perspective de la lutte pour l'élection de la direction entre pro-Zuma et pro-Mbeki, des groupes membres de la coalition de Zuma jusqu'ici pas vraiment identifiés avec la gauche de la Triple-Alliance, en particulier l'ANCYL et l'ANC du KwaZulu-Natal, vont relayer et s'accaparer le discours de classe anti-Mbeki introduit par le SACP et le Cosatu. L'idéologie a ici clairement une fonction d'occultation des incitations matérielles. Elle apparaît comme la motivation « noble », celle qu'il faut afficher face à l'extérieur et qui masque les effets d'opportunités, les stratégies personnelles et les ambitions matérielles⁹⁴. Mais elle remplit aussi pour les deux coalitions une fonction de classement : elle contribue à simplifier et à rendre plus

⁸⁷ Cosatu, *COSATU Paper on the Leadership Challenge*, Johannesburg, 2007.

⁸⁸ SACP, *Two Steps Forward, Two Steps Back. SACP Perspectives on the ANC Draft Strategy and Tactics 2007*, Johannesburg, 2007 ; Cosatu, *COSATU Response to the ANC Draft Strategy and Tactics Document*, Johannesburg, 2007.

⁸⁹ Cosatu, *COSATU Response to the ANC Draft Strategy and Tactics Document*, *op. cit.*

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ *Ibid.*

⁹² Z. Vavi, « A retreat from the historic ANC programme », *Mail & Guardian*, 27 avril 2007.

⁹³ SACP, *Two Steps Forward, two Steps Back...*, *op. cit.* ; Cosatu, *COSATU Response to the ANC Draft Strategy and Tactics Document*, *op. cit.*

⁹⁴ Cela rappelle la distinction que Frederick Bailey établit entre règles normatives (ce qu'il faut dire) et règles pragmatiques (ce qu'il faut faire). Voir F. Bailey, *Les Règles du jeu politique : étude anthropologique*, Paris, PUF, 1971.

lisibles les confrontations entre deux camps hétérogènes qui vont se classer sous deux étiquettes idéologiques opératoires, car polarisantes et homogénéisantes⁹⁵. Le document de discussion *Strategy and Tactics* agit ici comme un opérateur de regroupement qui permet aux deux camps de se classer, de se compter, d'évaluer leurs forces et de s'adresser des messages. En aval de la Policy Conference de juillet 2007, et pendant la conférence elle-même, le débat sur le *Strategy and Tactics* devient en quelque sorte un enjeu de substitution : la Policy Conference étant exclusivement dédiée aux discussions doctrinales, et le processus électif n'ayant pas officiellement débuté⁹⁶, les deux camps se comptent, se mobilisent et s'affrontent par son intermédiaire. Les prises de position des différents groupes ou sous-groupes de l'ANC et de la Triple-Alliance dans le débat sur le document se révèlent en effet déterminées par leur positionnement dans la lutte pour la succession. Très simplement, presque caricaturalement, les groupes pro-Zuma se prononcent contre le document et les groupes pro-Mbeki en sa faveur. Cela amène certains sous-groupes à des virevoltes idéologiques qui montrent que l'idéologie a pour eux avant tout une double-fonction d'occultation des motivations matérielles et d'ordonnement des luttes intrapartisanes. Ainsi, l'ANCYL et l'ANC du KwaZulu-Natal, qui n'étaient pas connus jusque-là pour leur radicalisme de gauche, bien au contraire, militeront avant et pendant la Policy Conference pour un rejet du document⁹⁷ au nom de la classe ouvrière, des pauvres et de la lutte contre le capitalisme, caricaturant ses rédacteurs comme les « hommes du Président⁹⁸ ». L'ANC de l'Eastern Cape, qui, deux ans auparavant, au National General Council de 2005, avait été l'artisan principal du rejet de textes pas très éloignés sous certains aspects du *Strategy and Tactics*, se trouve être maintenant, depuis qu'il s'est fermement déclaré en faveur de la candidature de Mbeki, le plus fervent partisan de l'adoption du nouveau document. Thabo Mbeki lui-même, bien que n'ayant pas participé à la rédaction du document, dont certains aspects s'éloignent fortement de ses idées personnelles, interviendra à plusieurs reprises de façon vigoureuse dans les commissions de la Policy Conference pour pousser les commissions à son adoption⁹⁹.

A l'issue de la Policy Conference, le document de discussion ne subira que des révisions mineures. La référence à la social-démocratie est atténuée : le document original liait l'ANC aux « meilleures traditions de la social-démocratie », la nouvelle mouture nuance en

⁹⁵ Ainsi, lors de la séance d'ouverture de la Policy Conference, les supporters de Zuma chantaient une chanson qui affirmait : « Nous les supporters de Zuma, nous sommes pour le socialisme. » Observation de l'auteur, Policy Conference de l'ANC, 27-30 juin 2007.

⁹⁶ Ce n'est que quelques semaines plus tard que le processus officiel de nomination des candidats pour les postes de direction commencera.

⁹⁷ Observation de l'auteur, Policy Conference de l'ANC, 27-30 juin 2007. Des militants de l'ANCYL y argumentent même que la mouture précédente de 1997 est toujours valide et ne nécessite aucune révision.

⁹⁸ Entretien de l'auteur avec Mandla Nkompe, Johannesburg, 6 décembre 2007.

⁹⁹ Observation de l'auteur, Policy Conference de l'ANC, 27-30 juin 2007.

ajoutant « sous certains aspects¹⁰⁰ ». Le reste du document est conservé¹⁰¹. A la conférence nationale de Polokwane, ce texte révisé est officiellement adopté, sans modification supplémentaire : il remplace le *Strategy and Tactics* précédent de 1997 et devient le nouveau texte doctrinal central de l'ANC¹⁰². Mais parallèlement, à la même conférence de Polokwane, l'élection des dirigeants est venue consacrer la victoire sans appel de la coalition Zuma : Zuma l'a emporté aisément contre Mbeki pour la présidence du parti, ainsi que ses candidats pour les cinq autres postes d'officiels ; les pro-Zuma dominant outrageusement le nouveau NEC. Les rédacteurs du *Strategy and Tactics* ont connu des fortunes diverses et souvent malheureuses : Joel Netshitenzhe, candidat du camp Mbeki pour le poste de *chairperson*, a été défait, et il n'a été réélu au NEC que d'extrême justesse (en 73^e position sur 80) ; Mandla Nkomfe n'a pas été élu au NEC, tout comme Molefi Sefularo ; Enoch Godongwana y a été élu assez confortablement (en 34^e position), car il n'est pas identifié au camp Zuma mais plutôt au troisième homme, Tokyo Sexwale¹⁰³.

Voilà un premier paradoxe, un effet imprévu du changement dirigé. Le *Strategy and Tactics* est adopté comme la nouvelle doctrine de l'ANC par une conférence qui élit pour le mettre en application des dirigeants qui ont souvent fait campagne contre lui, ou tout au moins en mobilisant des répertoires et des thèmes normatifs diamétralement opposés à sa philosophie :

– le *Strategy and Tactics* ancre l'ANC chez les classes moyennes, et Zuma gagne en se présentant comme le candidat pro-pauvres ;

– le *Strategy and Tactics* arrime l'ANC à la social-démocratie, et Zuma gagne avec le soutien de la gauche marxiste ;

– le *Strategy and Tactics* dépeint une société pacifiée et normalisée et un ANC qui se débarrasse de ses oripeaux militants, et Zuma gagne en ranimant la mémoire et le registre militariste et des années de combat ;

– le *Strategy and Tactics* évoque une société postmoderne, cosmopolite et urbaine, où les identités éclatées et plurielles fleurissent et s'entremêlent, et Zuma gagne en se présentant comme le « vrai Africain traditionnel » contre un Mbeki stigmatisé comme le représentant d'une élite occidentalisation pas en phase avec ses propres racines.

¹⁰⁰ L'un des rédacteurs du *Strategy and Tactics* n'a pas semblé perturbé outre mesure par ces subtilités : « La Policy Conference n'a pas voulu de la référence à la "social-démocratie", mais tout le contenu du document qui a été avalisé, c'est de la social-démocratie ! » Entretien de l'auteur avec Mandla Nkompe, Johannesburg, 5 juillet 2007.

¹⁰¹ ANC, *Strategy and Tactics of the ANC. Building a National Democratic Society*, Johannesburg, décembre 2007.

¹⁰² ANC, *Strategy and Tactics of the ANC. Building a National Democratic Society. Revised Draft*, document de discussion, Johannesburg, août 2007.

¹⁰³ Il est un proche de Tokyo Sexwale, ancien Premier ministre du Gauteng reconverti dans les affaires qui a un temps fait campagne pour la présidence du parti avant Polokwane avant de se rallier au camp Zuma, ce qui explique son retour en bonne position au NEC (10^e) ainsi que celui de Godongwana.

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette disjonction entre la doctrine adoptée et le choix des hommes censés la porter. Tout d'abord, un facteur d'ordre organisationnel et contextuel : à la conférence de Polokwane, les élections des officiels, par lesquelles les conférences débutent toujours, ont été contestées et émaillées de recours et de recomptages. Elles ont donc duré plus longtemps que prévu (trois jours au lieu d'un) et ont largement empiété sur le temps originellement dévolu aux discussions des textes doctrinaux, réduit à la portion congrue. Ensuite, il semble qu'une fois l'élection de Zuma et de ses candidats réalisée, la majorité des leaders de la coalition qui l'a porté au pouvoir s'est largement désintéressée des débats doctrinaux qui ont suivi dans les commissions. L'idéologie a bien eu ici une fonction de dissimulation des incitations matérielles, en l'occurrence l'occupation des postes de direction : une fois leur but véritable (cette élection) atteint, les protagonistes ont tourné le dos aux débats doctrinaux, et l'idéologie s'est révélée ce qu'elle était largement pour eux, un moyen et non une fin. Même pour les membres de la coalition Zuma les plus motivés idéologiquement, le Cosatu et le SACP, une fois l'élection de Zuma et d'un NEC acquis à sa cause avalisée, le débat sur le *Strategy and Tactics* n'est plus apparu si central : il était à leurs yeux beaucoup plus fructueux, en termes d'orientation idéologique de l'ANC et du futur gouvernement, d'avoir fait élire un candidat qui leur est redevable et d'avoir placé au NEC des dirigeants issus de leur rang, le nouveau *Strategy and Tactics* demeurant de toute façon encore suffisamment vague pour s'accommoder de diverses interprétations.

Cette disjonction entre les nouveaux dirigeants et le nouveau *Strategy and Tactics* va nécessairement influencer sur l'application et la mise en pratique du texte : le changement dirigé, contrarié par les dynamiques internes, aboutit à des résultats imprévus. De fait, la plupart des points du document resteront lettre morte, les nouveaux dirigeants ne les intégrant ni dans les stratégies électorales ni dans les pratiques du parti. Jusqu'aux élections nationales de mai 2009, Zuma va continuer à mobiliser le répertoire militant et militariste qui l'a porté au pouvoir dans l'ANC, concluant tous ses meetings de son célèbre chant, *Umsini Wam*. Aucune référence ne sera faite dans la campagne électorale de 2009 ni dans les déclarations et actes du gouvernement Zuma intronisé à la suite de ces élections à la « social-démocratie » ni aux nouveaux concepts introduits par le *Strategy and Tactics*, tels que la « société nationale démocratique » ou la « civilisation ». Lors de sa campagne électorale, le parti va concentrer ses forces dans ses bastions traditionnels, les townships et les zones rurales africains, usant de stratégies et de registres largement similaires à ceux des élections précédentes. Si l'ANC post-Polokwane, et Zuma en particulier, ont développé un discours sur la question raciale plus positif et accommodant que le registre nationaliste privilégié par Mbeki, ce discours semble plus un

« recyclage » du registre réconciliateur et *nation-building* de Mandela, par un Zuma cherchant habilement à se construire une légitimité personnelle en se démarquant de son prédécesseur Mbeki et en se glissant dans les habits du Père fondateur, qu'un discours novateur inspiré de l'analyse du *Strategy and Tactics* d'une Afrique du Sud en voie de déracialisation et cosmopolite. C'est plutôt du côté des techniques et méthodes organisationnelles et électorales qu'il faut chercher une application des préceptes et analyses du nouveau document. Avant les élections de mai 2009, les stratèges électoraux du parti, constatant l'arrivée massive sur le marché électoral d'une nouvelle génération de jeunes électeurs¹⁰⁴, vont partiellement renouveler et moderniser leurs méthodes de communication afin de pouvoir s'adresser correctement à eux : à côté des activités électorales classiques (meetings, porte-à-porte, affiches, publicités télévisées et dans la presse écrite, etc.), ils vont beaucoup s'appuyer sur ces ressources électorales que sont les nouvelles technologies de communication et mettre sur pied une véritable e-campagne (blogs, Facebook, SMS, etc.).

Le paradoxe du changement : le Strategy and Tactics de l'ANC récupéré par un parti rival

La nouvelle direction de l'ANC laisse donc largement en déshérence le nouveau texte doctrinal du parti. C'est, *in fine*, le parti issu d'une scission de l'ANC, le Congress of the People (COPE), qui va s'en accaparer les analyses et les prescriptions. Voilà un effet non désiré et paradoxal du changement que n'avaient pas en tête les rédacteurs du document novateur quand ils l'ont introduit à l'ANC.

– Un nouveau parti issu de la scission de partisans de Mbeki : le COPE

A l'issue de la conférence de Polokwane, la nouvelle direction du parti décide le maintien du gouvernement Mbeki jusqu'aux élections nationales de 2009. Mais, en septembre 2008, le juge chargé d'instruire les affaires de corruption contre Jacob Zuma rend des conclusions conformes aux plaintes de Zuma et de ses avocats : les charges sont abandonnées, car il y a visiblement eu une intervention politique destinée à incriminer Zuma dans la procédure judiciaire. Sont implicitement désignés le président Mbeki et les ministres de la Justice successifs¹⁰⁵. En conséquence, le NEC retire son soutien à Mbeki et demande à ce dernier de démissionner, ce qu'il fait le 21 septembre (il est remplacé dans les derniers mois de

¹⁰⁴ Selon les chiffres de la Commission électorale indépendante, 1 million de nouveaux électeurs ayant entre 18 et 29 ans se sont inscrits sur les listes électorales pour les élections de 2009. Ils seraient désormais 6 millions, sur 23 millions d'électeurs, contre 4 sur 20 millions d'électeurs pour les élections nationales précédentes de 2004.

¹⁰⁵ Haute Cour d'Afrique du Sud, *Case 8652/08 in the Matter between Jacob Zuma and National Director of Public Prosecutions*, Durban, 12 septembre 2007.

son mandat par le nouveau vice-président du parti, Kgalema Motlanthe). En solidarité avec Mbeki, plusieurs membres du gouvernement démissionnent également, dont la vice-présidente Phumzile Mlambo-Ngcuka, le ministre de la Défense Mosiuoa « Terror » Lekota et son vice-ministre Mluleki George, ainsi que le Premier ministre de la province du Gauteng, Mbhazima Shilowa. Le 8 octobre, Mosiuoa Lekota annonce son départ de l'ANC et la tenue d'une convention nationale. Celle-ci se réunit le 1^{er} novembre et décide la formation d'un nouveau parti, qui sera officiellement lancé lors d'un congrès fondateur, le 16 décembre 2008¹⁰⁶, sous le nom de Congress of the People (COPE) : Lekota en est le président, Mbhazima Shilowa un des deux vice-présidents, le comité de direction comptant d'autres ex-partisans de Mbeki.

Ce nouveau parti est créé par d'ex-partisans de Mbeki qui ont été défaits à la conférence de Polokwane et n'ont pas été élus au NEC. Plus précisément par ceux de ces cadres qui ont investi tout leur capital politique dans la campagne pour la réélection de Mbeki, en ont été ses principaux animateurs et ont donc tout perdu. Mosiuoa Lekota était le candidat du camp Mbeki pour le prestigieux poste de secrétaire général du parti ; surtout, dans la division du travail au sein de la campagne Mbeki, il était celui qui s'est en quelque sorte chargé des attaques personnelles et *ad hominem* contre Jacob Zuma¹⁰⁷. Smuts Ngonyama, chef du bureau du président de l'ANC sous Mbeki, était un des plus proches collaborateurs de ce dernier. Mluleki George était le coordinateur de sa campagne. Phillip Dexter, ex-membre du NEC, a coordonné sa campagne dans la province du Western Cape. En sa qualité de trésorier du SACP, il a également tenté, avec l'aide de Willie Madisha, ex-président du Cosatu, d'incriminer le secrétaire général du SACP Blade Nzimande, un des leaders de la coalition Zuma, dans une affaire judiciaire peu claire de détournement de fonds visant à discréditer Nzimande et la campagne Zuma dans son ensemble. A la différence d'autres partisans de Mbeki, restés plus mesurés dans leur soutien, qui ont pu par la suite rentrer dans les bonnes grâces des vainqueurs soucieux de conciliation, ces dirigeants déchus savaient que, parce qu'ils étaient trop identifiés à Mbeki ou parce qu'ils avaient été la cheville ouvrière de sa campagne, leur carrière politique dans l'ANC serait bloquée jusqu'à la prochaine conférence, soit pendant cinq ans : ils ne seraient pas intégrés sur la liste de l'ANC aux élections nationales de mai 2009 et les postes de députés, et *a fortiori* de ministres, leur demeureraient fermés. La seule stratégie viable à court terme pour poursuivre leurs carrières de professionnels de la politique et s'ouvrir l'accès à des postes rémunérés consistait à fonder un nouveau parti, avec ses propres listes électorales. Le système électoral sud-africain, à la proportionnelle intégrale, permettait une telle stratégie : il

¹⁰⁶ La date n'est pas choisie au hasard : c'est la Journée nationale de la réconciliation.

¹⁰⁷ Pendant la campagne menant à Polokwane, il a ainsi créé la polémique au sein de l'ANC en disant que ceux qui chantaient des vieilles chansons militaires, allusion directe à Zuma et à son *Umshini Wam*, étaient des « *izibhanxa* » – des « abrutis » –, ce qui a entraîné de vives réponses des supporters de Zuma et de Zuma lui-même.

suffisait pour les dirigeants du COPE de quelques points de pourcentage des votes pour que le parti puisse envoyer au Parlement un nombre d'élus suffisant pour leur faire une place à tous.

Les dirigeants du COPE devront cependant masquer ces incitations sélectives peu avouables derrière du sens et de l'idéologie. Il leur faut à la fois légitimer et justifier leur départ de l'ANC et construire une offre électorale viable et originale. La phase initiale d'institutionnalisation est une phase de tâtonnements et d'ajustements, où les chefs du nouveau parti vont déployer des stratégies et des répertoires parfois contradictoires. D'un côté, ils tentent de capter l'héritage héroïque et la légitimité historique de libérateur de l'ANC : ils présentent en quelque sorte leur parti comme l'« ANC véritable », le vrai dépositaire des valeurs historiques de l'ANC, valeurs que la nouvelle direction aurait trahies, ce qui les a contraints au départ¹⁰⁸. C'est dans le stock cognitif et la mémoire institutionnalisée pré-1994 de l'ANC qu'ils puisent, pour inscrire leur parti dans le sillage de l'ANC des années de lutte anti-apartheid, un ANC non terni pas les scandales post-1994 et les affaires de corruption, en quelque sorte un ANC virginal et originel, celui des fondateurs et des héros désintéressés. Les références aux grands dirigeants historiques du parti, Lembede, Luthuli Mandela, Tambo, Sisulu, sont incessantes, comme celles à la *Freedom Charter*¹⁰⁹. Les tâtonnements autour du nom du parti témoignent de cette tentative de s'approprier la légitimité de libérateur de l'ANC et de se présenter comme le « vrai » ANC. Les dissidents veulent tout d'abord appeler leur parti « South African National Congress » (SANC), nom que la Commission électorale indépendante rejette après un recours de l'ANC car trop proche de celui du parti centenaire. Ils portent alors leur dévolu sur le nom de « Congress of the People » (COPE), qui est directement issu du stock mémoriel de l'ANC des années de combat : le « Congress of the People » était le nom de l'assemblée rassemblant l'ANC, le Congress of Democrats blanc, le South African Indian Congress indien et le South African Coloured People's Organization *coloured* qui a adopté en 1955 la *Freedom Charter*. Malgré un autre recours de l'ANC, ce nom est validé par la Commission électorale indépendante.

– L'appropriation du *Strategy and Tactics* par le nouveau parti

Parallèlement à cette tentative de s'approprier la mémoire, les symboles, les mythes et les héros de l'ANC, les fondateurs du COPE vont tenter, ce qui s'avère parfois contradictoire, de construire un positionnement et une offre électorale inédits, distincts de ceux de l'ANC, et de « vendre » leur parti comme un parti neuf et original. Ce positionnement propre, c'est dans le

¹⁰⁸ Voir, par exemple, la lettre que Lekota écrit à la direction du parti pour justifier son départ : M. Lekota, *Open Letter to Secretary General Comrade Gwede Mantashe*, Johannesburg, 2 octobre 2008.

¹⁰⁹ Texte doctrinaire de référence de l'ANC, adopté par l'ANC et trois autres mouvements anti-apartheid en 1955, qui pose les bases d'une Afrique du Sud non raciale.

nouveau *Strategy and Tactics* de l'ANC qu'ils vont le trouver, *Strategy and Tactics* dont ils reprennent point par point les analyses et les prescriptions. Résumé en peu de mots par des théoriciens du parti, « COPE est un parti politique postlibération et moderne qui adhère aux principes sociaux-démocrates¹¹⁰. » S'ils ont pu s'approprier le *Strategy and Tactics*, c'est, on l'a vu, que la nouvelle direction de l'ANC l'avait très largement délaissé : il était en quelque sorte un stock idéologique disponible, un programme « clé en mains » que les dirigeants du COPE connaissaient d'autant mieux qu'ils l'avaient défendu dans les débats intra-ANC et la campagne pour Polokwane. De plus, après la victoire à Polokwane d'un Zuma soutenu par le SACP et le Cosatu, de nombreux « faiseurs d'opinion », tels que des commentateurs et analystes politiques, éditorialistes, journalistes, mais également porte-paroles des partis d'opposition, bien aidés dans leur tâche par quelques affirmations triomphalistes et imprudentes du SACP et du Cosatu, avaient pu décrire la conférence de Polokwane comme un « virage à gauche » d'un ANC désormais capturé par les communistes et les socialistes. Cette construction symbolique par autrui dans l'espace public et médiatique d'un ANC plus « à gauche » et socialiste semblait libérer dans la géographie des positionnements partisans l'espace pour un parti politique de centre-gauche, social-démocratique et pro-classes moyennes, et rendait donc attractif le *Strategy and Tactics* pour les fondateurs du COPE.

Le positionnement politique construit par ce nouveau parti est donc directement inspiré du *Strategy and Tactics*, dont il reprend très fidèlement l'analyse des dynamiques sociétales et les prises de position. Son attitude à l'égard des groupes sociaux et de la question nationale est celle préconisée par le *Strategy and Tactics* : les stratèges du COPE mettent sur pied une offre électorale transraciale visant les jeunes et les classes moyennes. Les jeunes électeurs sont la première cible électorale avouée du COPE, ses dirigeants et ses documents s'y réfèrent sans cesse. Ce parti se livre ici à un travail de construction et d'homogénéisation symbolique d'un groupe social dont il entend s'instaurer le représentant, et contribue à enrichir la lutte de classement structurant l'espace politique sud-africain en introduisant une catégorie jusqu'ici largement inusitée en politique : les « jeunes¹¹¹ ». Le groupe « jeunes » auquel se réfère le COPE est traité comme une entité uniforme, pourvue d'attributions caractéristiques communes : les « jeunes » sont socialement mobiles, non raciaux et en quête d'une offre et d'un langage

¹¹⁰ KZN COPE, *COPE in uMgungundlovu – The Fight against Corruption*, Johannesburg, 2010.

¹¹¹ Sur la politique comme lutte de classement et le travail politique de construction et d'homogénéisation symbolique de groupes sociaux, on renverra aux travaux de Bourdieu et Gaxie : P. Bourdieu, « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36 (1), 1981, pp. 3-24, et D. Gaxie, *La Démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 2003.

politiques nouveaux, non plus tournés vers le passé¹¹². Dans la lutte pour l'imposition des catégorisations légitimes, le COPE va plus loin en introduisant une catégorie plus précise qui explicite le type de « jeunes » ciblé : « the young professionals », que l'on peut approximativement traduire par « les jeunes cadres ». Les « jeunes » que le COPE entend représenter sont donc principalement les jeunes issus de la classe moyenne, les jeunes entrepreneurs. Les références aux « jeunes cadres » sont omniprésentes dans la rhétorique du COPE¹¹³, dont les dirigeants multiplient les « meetings avec les jeunes cadres », les « cocktails avec les jeunes cadres »... Cette catégorie « jeunes cadres » que le COPE décline à satiété « prend », et les autres partis, tel l'ANC, l'adoptent également, en faisant un motif incontournable de leur univers discursif¹¹⁴. Elle est désormais politiquement légitime et socialement opératoire : par les interactions entre partis politiques et porte-paroles du groupe en formation, un groupe social « jeunes cadres » se définit peu à peu, s'institutionnalise et se dote d'organisations propres¹¹⁵.

La classe moyenne et les entrepreneurs sont les autres groupes sociaux dont le COPE tente de s'instaurer le représentant politique. Dans la lutte symbolique qui les oppose à l'ANC, ses dirigeants, pour s'arroger le monopole de la représentation de ces groupes, s'emploient d'abord à « gauchiser » l'ANC post-Polokwane, à le cantonner dans un rôle de défenseur exclusif de la classe ouvrière : l'ANC post-Polokwane, disent-ils, a été capturé par le SACP et le Cosatu et n'est plus désormais qu'un parti des travailleurs anti-classes moyennes, anti-entrepreneurs et anti-intellectuels¹¹⁶. Ces classes moyennes, ces entrepreneurs et ces intellectuels, le COPE en est leur représentant naturel, proclament-ils¹¹⁷.

L'offre électorale du COPE se veut aussi pleinement non raciale. C'est une classe moyenne transraciale et acculturée, blanche et noire, une jeunesse a-raciale qui n'est plus encombrée par les catégorisations et les segmentations du passé qu'il met en scène et prétend représenter. Les prises de position en ce sens sont multiples. L'organisateur national du parti Mluleki George l'affirme, « notre but est d'être le premier parti vraiment multiracial, dans

¹¹² Pour un exemple de cette construction du groupe « jeunes » par des dirigeants de COPE, voir D. de Lange et C. Terreblanche, « Cheers for Pityana », *Sunday Independent*, Johannesburg, 2 novembre 2008 ; M. Malefane M. Mkhabela et C. Molele, « The party's on ! », *Sunday Times*, Johannesburg, 2 novembre 2008.

¹¹³ Voir par exemple les propos du vice-président Shilowa : M. Rossouw et M. Mataboge, « Talking the talk », *Mail & Guardian*, Johannesburg, 30 octobre 2008.

¹¹⁴ Voir ANC, « Young professionals to advance change », *ANC Today*, Johannesburg, 7 mars 2009.

¹¹⁵ Tel le Cape Town Young Professionals Group, fondé avec l'aide de COPE.

¹¹⁶ Pour des exemples de cette rhétorique du COPE, voir M. Monare, S. Ngalwa, C. Terreblanche, G. Davis et T. Bell, « ANC at war with itself », *Sunday Independent*, Johannesburg, 5 octobre 2008, et « So many questions with Barney Pityana », *Sunday Times*, Johannesburg, 9 novembre 2008. Mosioua Lekota, dans un débat radiodiffusé avec des représentants de l'ANC, accuse ainsi ses interlocuteurs : « Nous sommes bourgeois, l'ANC ne veut pas de nous ! Vous ne voulez pas des intellectuels, vous ne voulez pas des *businessmen* ! » W. Johwa, « ANC anti-middle class, says Lekota », *Business Day*, Johannesburg, 30 octobre 2008.

¹¹⁷ Voir, par exemple, « ANC led by intellectuals – until recently », *SAPA*, Johannesburg, 31 octobre 2008.

lequel tous les Sud-Africains sont impliqués¹¹⁸ ». Son président Lekota promet de déracialiser la discrimination positive¹¹⁹, et son vice-président Shilowa fait mine de s'étonner : « Qu'il y a-t-il de mal à attirer les Blancs, l'élite et la classe moyenne¹²⁰ ? »

Le répertoire principal dont use le COPE dans sa stratégie de légitimation et de démarquage vis-à-vis de l'ANC, qui doit lui permettre de capter l'électorat jeune et mobile qu'il vise, est celui de la modernité et du changement. Ce répertoire transparaît dans la caractérisation que le parti donne de sa nature même : un parti politique moderne et bien d'aujourd'hui, postlibération, par contraste avec un ANC présenté comme un vieux mouvement de libération démodé, plus en phase avec les évolutions de la société. Pour le porte-parole du COPE Phillip Dexter, « nous mettons sur pied un parti politique moderne car un mouvement de libération nationale moribond ne peut pas apporter au pays ce dont il a besoin¹²¹ » ; pour son organisateur national, « COPE est une alternative différente et moderne à la politique du passé de l'ANC. [...] Nous serons modernes, pas comme les partis fondés en 1912 [référence explicite à l'ANC, précisément fondé en 1912]¹²² ».

Cette modernité, cette connexion avec la société actuelle, le COPE la met en scène en proclamant son usage illimité des nouvelles technologies de communication. A longueur d'entretiens, ses dirigeants font savoir que le parti s'appuie, pour mobiliser et s'organiser, sur les dernières technologies en vogue : Internet, les réseaux sociaux (Facebook), les blogs, les derniers téléphones portables¹²³. Il ne s'agit pas tant d'utiliser ces nouvelles technologies de communication que de le faire savoir : l'usage des NTIC relève ici d'une procédure de légitimation qui permet au nouveau parti de projeter sa modernité¹²⁴.

Dans le contexte de ce répertoire de la modernité et du changement, le COPE multiplie les références à Barrack Obama, sur le sujet des NTIC notamment (en référence à l'usage fructueux que le candidat Obama a fait des réseaux sociaux comme Facebook dans sa

¹¹⁸ « ANC hate speech like Rwanda », *Beeld*, Johannesburg, 17 novembre 2008.

¹¹⁹ Interview de Terror Lekota, *Financial Times*, Londres, 29 janvier 2009.

¹²⁰ « ANC led by intellectuals... », art. cité.

¹²¹ P. Dexter, « COPE's head of communications », *Sunday Times*, Johannesburg, 19 avril 2009.

¹²² J. Witten, « COPE vows to save country from "chaos" », *Cape Argus*, Cape Town, 20 novembre 2008.

¹²³ Voir par exemple les propos du vice-président Shilowa, « ANC refuses to "legitimise" dissident faction », *AFP*, Johannesburg, 26 octobre 2008.

¹²⁴ Le dirigeant du COPE qui théorise le plus précisément cette stratégie de légitimation par l'usage des NTIC est son porte-parole adjoint Onkgopotse JJ Tabane, lui-même directeur d'une compagnie multimédias. Voici par exemple ce qu'il écrit dans une tribune de presse qu'il consacre intégralement à ce sujet : « Aujourd'hui, plus de 30 millions de Sud-Africains ont un téléphone portable, et quelques millions de plus ont accès à Internet. Lekota et Shilowa ne sont pas en prison. Avec leur équipe et grâce au soutien de la technologie, ils vont propager leur message dans tout le pays en un éclair, communiquer et échanger avec les communautés. Leur capacité à mobiliser pour une alternative à l'ANC sera cent fois plus grande que celles des dissidents des années 1950 [référence à la scission du PAC]. Internet, l'apparition des blogs, l'accès aux téléphones portables, les réseaux communautaires tels que Facebook et Mix-It, l'accès à une presse multilingue... tout cela va permettre en particulier aux nouveaux et jeunes électeurs de trouver d'autres raisons pour voter qu'une loyauté historique. » O. Tabane, « The revolution goes high-tech », *Mail & Guardian*, Johannesburg, 28 octobre 2008.

campagne), ou sur celui plus général du changement : la percée d'Obama doit démontrer aux électeurs sud-africains que le changement est possible¹²⁵. Obama est en train de triompher d'Hillary Clinton dans la course à l'investiture démocrate. Si l'ex-Premier ministre anglais Tony Blair, qui fut un temps, lui aussi, un chantre internationalement célébré de la modernité et du changement, n'a jamais été une ressource discursive mobilisable dans l'espace politique sud-africain, notamment en raison du statut d'ex-puissance coloniale de la Grande-Bretagne, il n'en est manifestement pas de même pour le jeune candidat démocrate, qui a notamment le double avantage de partager la couleur de peau de la majorité des Sud-Africains tout en incarnant un certain postracialisme.

L'étiquette idéologique sous laquelle le parti entend se ranger pour proposer une alternative crédible à l'ANC, séduire les jeunes électeurs et la classe moyenne, c'est la social-démocratie. « Le nouveau parti va prendre la route social-démocrate¹²⁶ » (Shilowa), « c'est un parti basé sur les valeurs social-démocrates¹²⁷ » (George), « un parti du genre des partis sociaux-démocrates nordiques¹²⁸ » (Lekota). La social-démocratie telle qu'elle est entendue ici adhère aux principes de l'économie de marché, encourage la création de richesses et l'entrepreneuriat, rejette la culture d'assistanat¹²⁹.

Une Afrique du Sud normalisée et déracialisée, où les jeunes réclament un nouveau langage politique et où les effectifs des classes moyennes explosent ; un parti politique moderne en phase avec ces évolutions sociales, social-démocrate, qui parle un langage postlibération et fait usage des NTIC : le positionnement du COPE résulte intégralement et point par point de l'appropriation stratégique et opportuniste du *Strategy and Tactics* par des professionnels de la politique à la recherche de postes.

Le *Strategy and Tactics* de l'ANC devenu le programme informel d'un parti rival : voilà l'effet paradoxal de cette tentative de repositionnement de l'ANC qu'était le *Strategy and Tactics*, que ses instigateurs, par ailleurs tous restés à l'ANC, n'avaient évidemment pas à l'esprit quand ils se sont lancés dans leur entreprise. Le changement intentionnel est contraint par les rapports de force et les négociations internes, et il aboutit à des résultats toujours différents de ses objectifs initiaux.

¹²⁵ F. Rank, « Obama inspires SA youth to seek change », *Sunday Times*, Johannesburg, 8 novembre 2008 ; F. Forde, « No more name blues for Shikota », *Pretoria News*, 5 novembre 2008.

¹²⁶ « ANC refuses to "legitimise" dissident faction », art. cité.

¹²⁷ J. Witten, « COPE vows to save country from "chaos" », *op. cit.*

¹²⁸ Interview de Terror Lekota, *Financial Times*, *op. cit.*

¹²⁹ *Ibid.* ; C. Patton, « Casting a wide net », *Financial Mail*, Johannesburg, 24 octobre 2008.

CONCLUSION

Le changement de régime et la transition vers un régime démocratique non racial ont modifié le statut de l'ANC : il n'est plus (ou plus seulement) un mouvement de libération nationale révolutionnaire et militarisé cherchant à prendre le pouvoir par la force, il est désormais un parti de gouvernement réformiste ; il n'est plus (ou plus seulement) un mouvement de libération nationale à l'idéologie vague et attrape-tout, il est un parti de gouvernement qui doit conduire des politiques précises. Se développe une schizophrénie non concertée. Ce changement de statut est en effet avalisé dans la pratique par l'ANC en tant que gouvernement qui, soucieux de respectabilité et d'efficacité, adopte le répertoire de la bureaucratie administrative, met en place des politiques modérées et agit dans le respect de la Constitution et des lois ; mais il n'est pas complètement assumé par l'ANC en tant que parti, qui continue à mobiliser en usant d'un répertoire révolutionnaire et militant issu des années de lutte, car ces répertoires sédimentés, ces mots sanctifiés, ces arts de faire incontournables font et sont l'institution.

Mais ce double visage s'avère de plus intenable : en particulier, être un mouvement « attrape-tout », socialement et idéologiquement hétérogène, se révèle incompatible avec la mise en place de politiques publiques favorisant nécessairement certains intérêts sociaux sur d'autres. Le nouveau *Strategy and Tactics* apparaît comme une tentative interne d'ajuster l'ANC organisation électorale à l'ANC parti de gouvernement. Il est significatif que le principal instigateur du document, Joel Netshitenzhe, soit l'un de ces représentants de l'ANC au gouvernement (il dirige la Policy Unit de la présidence sud-africaine chargée de coordonner les politiques du gouvernement) lassés que le caractère vague et hétérogène de l'idéologie et des répertoires de l'ANC permette à certains groupes internes à l'ANC et à la Triple-Alliance de contester les politiques gouvernementales. Le changement partisan apparaît bien comme un processus endogène et exogène, produit incertain et inabouti d'*inputs* de l'environnement et de stratégies d'acteurs internes.